

Cabinet du Premier Ministre
Dispositif National de Prévention et de
Gestion des Crises Alimentaires

Plan de soutien
aux populations
vulnérables

2018

Janvier 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
I. RESUME	3
II. INTRODUCTION	4
2.1 Bilan de la mise en œuvre du plan de soutien 2017	4
2.2 Appréciation de la situation alimentaire et nutritionnelle en cours.....	11
2.3 Principes Directeurs du Plan de Soutien 2018	18
2.4 Identification des besoins et planification	20
2.5 Actualisation des besoins dans le temps.....	29
III. DESCRIPTION DU PLAN DE SOUTIEN 2018	33
3.1 Objectifs et resultats	33
3.2 Activités prioritaires retenues.....	34
IV. LES ACTIVITES PRIORITAIRES	35
V. BUDGET DU PLAN DE SOUTIEN 2018	52
VI. ORGANISATION DE LA MISE EN OEUVRE	56
VII. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE	57
7.1 Critères de ciblage socio-économique.	57
7.2 Modalités de programmation et d'exécution des opérations	57
7.3 Dispositif de mise en œuvre.....	58
7.4 Dispositif de suivi-évaluation	59
7.5 Validation du plan de soutien :.....	59
7.6 Calendrier de mise en œuvre du plan de soutien :	59
VIII. ANNEXES.....	61

I. RESUME

Le Plan de soutien est l'outil principal du Gouvernement pour la planification et la programmation des interventions en réponse aux besoins des populations dans les domaines de la Sécurité alimentaire, de la nutrition, et du pastoralisme. L'analyse du contexte et les activités de réponses qui y sont programmées ont été consolidées par le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) en collaboration avec ses partenaires puis approuvées par le Gouvernement. Cette année, plusieurs principes directeurs ont été développés et intégrés dans le document pour guider les différents intervenants dans la mise en œuvre de ce plan.

L'analyse de la réponse faite en 2017 a montré que, malgré une mobilisation importante des ressources pour soutenir les **1 847 000 personnes** en insécurité alimentaire sévère en période de soudure, le calendrier tardif de la mise à jour de la situation n'avait pas permis une pleine mobilisation des ressources. La Revue Après Actions de décembre 2017 a proposé d'anticiper cette réévaluation de la situation à partir du mois d'avril 2018.

La campagne agricole d'hivernage 2017 s'est caractérisée par une pluviométrie déficitaire avec de longues périodes sèches dans plusieurs localités du pays occasionnant retards de croissance des cultures et baisses de rendements. La production céréalière 2017 est estimée à **5 853 010 tonnes**. Le bilan céréalier brut est de l'ordre de **28 680 tonnes**, soit un équilibre infime bien en dessous de celui tiré du bilan de 2016.

162 zones ont été classées extrêmement et moyennement vulnérables regroupant 3.668 villages, campements et tribus, dont 82 dans une situation d'extrême vulnérabilité. Le bilan fourrager fait ressortir un déficit fourrager global de l'ordre de **10 940 993 TMS** nécessitant cette année encore une intervention importante dans ce domaine.

2018 sera marquée par des hausses anormales des prix des céréales sur les marchés à partir de février. Des hausses qui devraient nécessiter la mobilisation d'importants moyens pour tenter de juguler l'impact de cette dernière sur les ménages pauvres du Niger.

La situation sécuritaire dans l'est du pays dans la région de Diffa mais également dans les zones nord de Tahoua et Tillabéri est aussi préoccupante et fera l'objet d'un suivi particulier tout comme la situation nutritionnelle de plus de **890 000 enfants** de moins de 5 ans.

Au total, ce sont **2 258 495 personnes** en Insécurité Alimentaire Sévère et Modérée hors période de soudure et **3 665 797 personnes** pendant la période de soudure qui devraient être soutenues par des interventions d'urgence ou de résilience adaptées. Par ailleurs, **163 540 personnes** réfugiées (Nigéria / Mali) et retournées seront également prises en compte ainsi qu'une assistance potentielle aux chocs probables à plus de **265 000 personnes** victimes des inondations, de déplacements forcés et de la migration.

Le budget total du Plan de Soutien 2018 s'élève à **181 421 909 683 FCFA**. Il est décliné en 30 activités et 5 résultats majeurs.

II. INTRODUCTION

Principal cadre de référence pour toutes les interventions en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires, nutritionnelles et pastorales, le plan de soutien aux populations vulnérables du Niger est l'outil de planification et de programmation des interventions que le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) et les partenaires nationaux comme internationaux prennent en compte pour répondre aux besoins des populations vulnérables identifiés préalablement selon une démarche participative et inclusive.

Les activités planifiées dans le cadre du plan de soutien couvriront l'année 2018.

Elles ont été déterminées par l'ensemble des acteurs sur la base des informations préliminaires disponibles relatives à la campagne agropastorale, à la production des résultats des rencontres techniques annuelles d'identification des zones vulnérables, de revue après action du plan 2017 et des résultats du processus du Cadre Harmonisé de novembre 2017.

Une actualisation de ce plan sera réalisée à partir de la réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelles et pastorales Analyse situationnelle.

2.1 Bilan de la mise en œuvre du plan de soutien 2017

La première Rencontre Technique du DNP-GCA sur la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale 2017, tenue à Dosso du 20 au 23 décembre 2017, a permis de faire le point sur l'assistance humanitaire fournie aux populations vulnérables à l'échelle nationale en réponse aux besoins définis dans le cadre du Plan de Soutien 2017.

A l'image des années antérieures, la CCA, en collaboration avec ses partenaires, a travaillé sur l'organisation d'une planification opérationnelle des interventions après la validation du plan de soutien 2017 puis sur la coordination des réponses dans les domaines de l'assistance alimentaire et de l'appui aux productions agricoles et pastorales. Les activités liées à la lutte contre la malnutrition aigüe sont quant à elles, sous la responsabilité de la Direction de la Nutrition.

Ces différents chantiers engagés ont permis de faciliter, en collaboration avec les services déconcentrés du Dispositif au Niveau régional, sous régional et communal, la mise en œuvre des modalités de réponses inscrites dans le plan de soutien, des modalités adaptées aux besoins des populations et de certains domaines (élevage, agriculture par exemple).

Enfin, un travail de capitalisation de la réponse a été engagé avec l'utilisation d'outil de collecte de données au niveau national et régional ainsi que l'organisation, en décembre 2017 à Dosso, de la Revue Après Actions 2017 (RAA 2017) par la Cellule Crises Alimentaires.

En guise de rappel, la répartition des populations vulnérables ayant servi de repère pour l'élaboration du plan de soutien en 2017 était de **794°933 personnes en insécurité alimentaire sévère** dans les zones vulnérables (y compris les victimes des conflits et de catastrophes), de **1 354 116 personnes en insécurité alimentaire modérée** et de **1 080 306 enfants malnutris**.

L'année 2017 a fait l'objet d'une attention particulière de la part du Dispositif et de ses partenaires pour atténuer l'impact de plusieurs chocs intervenus tout au long de l'année. En dehors de la région de Diffa toujours en situation d'urgence sur la plupart de ses départements, la hausse des prix des céréales, la crise pastorale, les fortes inondations ou encore les poches de sécheresse ont nécessité la mise en œuvre de nombreuses modalités d'interventions à gros volumes telles que la Vente à Prix Modéré de Céréales et d'Aliments Bétail, l'appui aux établissements scolaires primaires et secondaires, la Distribution Gratuite Ciblée.

Le Budget global du plan de soutien 2017 s'élevait à **146 951 403 444 FCFA** réparti en 5 résultats et 18 activités toutes planifiées selon la nature des besoins des bénéficiaires et des périodes d'intervention (pré soudure, soudure et post soudure).

La Revue Après Actions a permis de définir un taux de réalisation des interventions de 87% avec plus de **127°182°063°000 FCFA** mobilisés.

Pendant la période pré-soudure les activités réalisées ont permis de toucher près de 97% de la cible retenue (CFW et FFW);

La cible initiale de planification de la réponse pendant la période de soudure était de **1 201 168 personnes**. Les interventions de réponses aux besoins de ces populations ont bénéficié à **1 132 288 personnes** soit un taux de réalisation de 94,3 %.

En juin 2017, suite à la hausse anormale des prix des céréales constatée sur une bonne partie du territoire, la cible des populations à soutenir a été révisée lors des journées techniques de réévaluation de la situation alimentaire organisées par le SAP à Dosso. Une nouvelle cible évaluée à **1 847 000 personnes** a été retenue et validée par le Dispositif.

La réponse rapportée à cette nouvelle cible fait état d'un taux de réalisation de 61%. La mobilisation ainsi faite sur la base de ces nouveaux besoins n'a pas été suffisante.

La Revue Après Actions de décembre 2017 a remis en question le calendrier de cette réévaluation technique de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorales qui est réalisée trop tard pour que des ressources additionnelles puissent être mobilisées et que des interventions puissent être planifiées et mise en œuvre dans les délais.

2.1.1 Réponse globale multi acteurs pour la période pré soudure 2017 (janvier – mai 2017)

Sur une planification opérationnelle de **1 201 168** personnes, **1 160 516 personnes** ont été appuyées lors de cette période réparties entre les principaux opérateurs comme suit : 367 350 personnes par la CCA, 200 790 personnes par la CFS, 290 596 personnes par le PAM et 301 780 personnes par les ONG et autres acteurs . Pour cette période, le taux de couverture des besoins est évalué à **96.6%** sur l'ensemble des régions.

Le niveau d'urgence maintenu au niveau de la région de Diffa a permis cette année encore une forte mobilisation des moyens pour répondre à la situation. La CCA par exemple est intervenue à partir de février avec une distribution de céréales sèche au profit de **105 450** personnes par mois jusqu'à la fin de la soudure.

Avec une cible estimée à **408 367** personnes sur la région de Diffa à partir de juin 2017, les interventions des acteurs étatiques et partenaires ont permis de répondre aux besoins alimentaires d'une majeure partie de cette population.

Les opérations de transferts monétaires conditionnées ont été privilégiées pour cette période avec plusieurs opérations conduites notamment la Lutte contre les feux de brousse (bandes pare feux) réalisés par la CCA et le Ministère de l'Environnement ou des activités de restauration de terres agricoles opérées par les principaux partenaires nationaux (CCA, CFS, ONG nationales...) ou internationaux (PAM, ONG internationales...).

La région de Diffa a bénéficié de transferts monétaires et de vivres inconditionnels, modalités retenues en raison de la situation d'urgence dans cette région.

D'autres interventions ont été planifiées et réalisées sur le territoire notamment en réponse à la crise pastorale sous la forme de Ventes de d'Aliment Bétail à Prix Modéré planifiées par :

- Le Ministère de l'Élevage et ses partenaires (ONG, PRAPS, FAO...) avec l'achat et la mise en vente de plus de **22°082 tonnes d'aliment bétail** (sur les 35°000 tonnes prévues) dont 5 000 tonnes mobilisés et mises en place sur le terrain par la CCA ; 1200 tonnes vendu à prix modéré et distribué gratuitement à Diffa par la Fao et les ONG partenaires.
- L'appui en semence pluviales avec la distribution sous le lead du Ministère de l'Agriculture avec ses partenaires qui ont mis en place **9 978 tonnes** de semences pluviales au bénéfice de plus de **3 000 000 personnes** (438 000 ménages) sur l'ensemble du territoire soit 63.8% de la cible initiale pour cette intervention.
- L'appui aux établissements scolaires de la zone pastorale impactés par la crise pastorale à partir d'avril 2017 avec un appui aux cantines de ces établissements pour répondre aux besoins de plus de **65 360 élèves**, principalement soutenus par la CCA (52 913 élèves) et le PAM (12 451 élèves) pour ce qui a été de l'assistance alimentaire et de l'UNICEF et des ONG pour la distribution des kits non alimentaires.

Enfin, cette période a été l'occasion pour plusieurs partenaires et pour le Dispositif en particulier de reconstituer les stocks de vivres à travers des Achats Locaux avec l'acquisition auprès des petits producteurs de **2°300 tonnes** de mil et de sorgho et par Appels d'offres nationaux avec l'acquisition, auprès des commerçants de **23°500 tonnes** de céréales et 1 200 tonnes de niébé.

2.1.2 Réponse globale multi acteurs pour la période de soudure 2017 (juin – septembre 2017)

Sur une planification opérationnelle de **1 201 168 personnes**, puis **1 847 000 personnes** suite à la réévaluation de la situation alimentaire, **1 132 288 personnes** ont été appuyées réparties entre les principaux opérateurs comme suit : 616°238 personnes par la CCA, 431°662 personnes par le PAM et 84°388 personnes par les ONG. Pour cette période, le taux de couverture des besoins a été estimé à 94.3% sur la base de la cible initiale puis à 61% après réévaluation de la cible.

Comme pour la période pré soudure, on note une forte mobilisation des acteurs sur la région de Diffa avec un taux de couverture des besoins pratiquement égale à 100%.

De façon complémentaire à ces opérations de distributions gratuites visant les populations en insécurité alimentaire sévère (30°775 tonnes distribuées au bénéfice de 616 288 personnes par la CCA par exemple), il faut noter que l'opération de vente de **74 416 tonnes** de céréales à prix modéré exécutée par la CCA et l'OPVN (contre 44 077 tonnes en 2016) a permis de toucher la majeure partie des populations en insécurité alimentaires modérée, soit près de 1 050 000 personnes, bénéficiaires de ce stocks issu de la Réserve Alimentaire Stratégique (RAS) du Gouvernement et de dons de partenaires bilatéraux.

2.1.3 Réponse globale multi acteurs post soudure 2017 (octobre – décembre 2017)

Pour les acteurs du domaine, cette période post soudure est généralement pourvue d'activités liées à la finalisation des interventions planifiées en période de soudure et au relèvement précoce.

Pour la CCA, cette période a permis la poursuite d'une opération pilote de Blanket Feeding avec la production et la distribution de 33,3 tonnes de farine fortifiée au bénéfice de **8°262 enfants** de 5°508 ménages dans les communes de Mainé, Goudoumaria, N'Guelbeylli, Foulatari à Diffa et dans les communes de Gouré et Guidiguir à Zinder.

Aussi, cette période est propice à la mise en place des opérations de protection des pâturages à travers la réalisation de Bandes Pare Feux dans les zones pastorales. En décembre 2017, la CCA a entrepris la reconduction d'une opération de ce type avec la réalisation par des ONG partenaires de **4 300 km** de bandes pare feux sur les 40°000 prévues par le Gouvernement.

Enfin, dans le cadre de la reconstitution du SNS du Dispositif, une opération d'Achats Locaux auprès des producteurs a été lancée avec des engagements conclus entre la CCA et 10 fédérations de producteurs (Maradi, Zinder, Tahoua, Dosso, Tillabéry) pour l'acquisition de 10°000 tonnes de mil et de sorgho. La reconstitution du SNS sera aussi complétée par des appels d'offres nationaux pour l'acquisition de 27 000 tonnes de céréales et 2 500 tonnes de Niébé.

2.1.4 Réponse spécifique aux catastrophes :

L'année 2017 a été marquée au niveau institutionnel par le développement des interventions du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAHGC) en charge de la gestion de ce domaine. A ce titre, les informations transmises par le Ministère présentent la situation suivante :

- Situation des dégâts se présente comme suit :

<i>Situation Nationale des dégâts au 31/12/2017</i>	
Ménages sinistrés	29 551
Personnes sinistrées	206 513
Pertes en vie humaine	56
Blessés	63
Maisons effondrées	12 000
cases effondrées	1 075
Bétails/petits ruminants	15 937
Bétails/gros ruminants	111
Céréale (Tonnes)	823,2
Volailles	202
Aires de cultures /ha	9 804

- Réponse aux Inondations :

<i>Situation Nationale des besoins et des Gaps par secteurs au 31/12/2017</i>			
Types d'Assistances	BESOINS	REPONSES	GAPS
Abris (bâches)	59 102	1 984	57 118
NFI (kit)	29 551	13 008	16 543
Céréales (kg)	2 914 550	550 350	2 378 200
sucre (kg)	147 754	13 388	134 367
huile(l)	147 754	19 205	128 549
sel (kg)	73 877	28 368	45 510

L'assistance alimentaire a été assurée par le Gouvernement du Niger et ses partenaires. Quant aux kits non alimentaires, ils ont été fournis par les partenaires humanitaires du SNU (OIM, UNICEF) et des ONGs (GIZ, Word Vision, CRS, Plan International Niger....etc.).

- Réponse aux besoins des populations en déplacement forcé :

En date de fin octobre 2017, il est recensé **175'335 réfugiés** principalement maliens et nigériens dans les régions de Tahoua, Tillabéri, Niamey et Diffa (contre 166 251 en novembre 2016) répartis entre 108 470 réfugiés dans la région de Diffa et 66 865 réfugiés dans les régions de Tahoua et Tillabéri et 14 820 retournés du Nigéria. Aussi, **129'015 déplacés internes** ont été recensés en fin novembre 2017 dans la région de Diffa. Une réponse conséquente a été mobilisée par l'Etat et par une trentaine de structures humanitaires internationales.

Des réponses aux besoins des personnes victimes d'incendies et des conflits intercommunautaires ont été mobilisées aussi par l'Etat et les partenaires.

2.1.5 Réponse spécifique à la nutrition :

Sur une planification de 1 060 360 enfants malnutris attendus dont, il a été enregistré au 01 décembre 2017, 570 100 cas d'admission dans les différents programmes soit un pourcentage de cibles annuelles atteintes de 53.7%. Des distributions pour les mères des enfants ont été réalisées. Sur une cible initiale de 56 138 mères d'enfants malnutris, 38 504 ont été soutenues.

Pour les opérations de supplémentation (blanket feeding), 55 434 enfants de 6-23 mois ont été touchés sur une cible de 56 636 enfants retenue.

2.1.6 Principales leçons apprises et recommandations :

Les différentes interventions mises en œuvre en 2017 ont permis de contenir une situation alimentaire et pastorale critique à une certaine période dans certaines zones du pays. Les prix ont pu être stabilisés grâce à l'augmentation de l'offre de nourriture engendrée par la vente à prix modérés et la distribution gratuite des vivres ; la crise pastorale a pu être atténuée avec les interventions massives des acteurs.

Parmi les nombreuses leçons apprises et recommandations faites lors de la Revue Après Actions 2017, mais également lors des dernières rencontres techniques (journées techniques du SAP, CEC, CRC...), le Dispositif a choisi de retenir quelques-unes essentielles et qui ont permis de mieux répondre aux besoins des populations en 2017. Toutes sont disponibles dans le rapport de la RAA 2017 mais certaines feront l'objet d'une attention particulière dans la mise en œuvre des activités de réponse de cette année à savoir :

Concernant les bonnes pratiques déjà en cours :

- Anticipation des activités de ciblage avant les distributions de la période de soudure ;
- Institutionnalisation des PDM à poursuivre (CCA, PAM, ONG...) avec une harmonisation des méthodologies,

- Récupération des espaces pastoraux à renforcer
- Création de Partenariats entre les ONG internationales et ONG nationales et entre certains acteurs (PAM) et Structures régionales (SPR)
- Accompagnement de certaines modalités d'intervention sur le plus long terme (CFW, FFW) pour en assurer leur pérennité
- Respect des Mécanismes de coordination au Niger pour l'assistance alimentaire sous le lead du Gouvernement avec des acteurs qui s'alignent
- Actualisation de la cible dans le cadre de la hausse des prix

Concernant les recommandations :

- Renforcer les capacités du DNP-GCA du niveau régional et au niveau communautaire (réunion de coordination, suivi, capitalisation des données...) et les mécanismes de suivi des opérations
- Renforcer les capacités des acteurs au niveau local (service technique, ONG...) sur de multiples chantiers (HEA, ciblage...) et la réponse (stocks tampons...)
- Développer des outils et des méthodologies adaptées pour mieux apprécier les impacts des réponses au niveau des ménages (alimentation, revenu, nutrition...);
- Développer une stratégie de mobilisation des ressources pour la prise en charge de la malnutrition par le gouvernement et les partenaires techniques ;
- Encourager la collaboration entre les acteurs des domaines de la SA et de la Nutrition pour une plus forte complémentarité des interventions ;
- Conduite d'une réflexion sur le ciblage pour faciliter l'application de la HEA dans les activités de ciblage des bénéficiaires ;
- Adapter les textes en matière d'achats pour alléger les procédures et permettre une mise en place rapide des céréales sur le terrain ;
- Vulgariser le plan de soutien jusqu'au niveau opérationnel ;
- Renforcer les activités de suivi dans les opérations de réponse, notamment la vente à prix modéré ;
- Mobiliser davantage le budget national pour le financement des interventions liées à la prévention et à la gestion des crises alimentaires, pastorales et nutritionnelles ;
- Institutionnaliser la revue après actions des réponses du Niger chaque année en lien avec les directives régionales du CILSS.

2.2 *Appréciation de la situation alimentaire et nutritionnelle en cours*

2.2.1 Bilan de la campagne Agropastorale 2017 :

Situation agricole :

La campagne agricole d'hivernage 2017 a été marquée par une pluviométrie déficitaire avec 53 % des postes suivis déficitaires comparés à 2016. Cependant, des précipitations bien réparties dans le temps et dans l'espace et des stocks d'eau dans le sol disponibles ont couvert globalement les besoins en eau des cultures pour leurs développements.

Malgré cela, de longues périodes sèches ont été identifiées dans plusieurs localités du pays avec comme corollaire le retard de croissance des cultures et des baisses de rendements.

Sur la base des résultats préliminaires de l'évaluation des récoltes, la production 2017 des principales céréales est estimée à **5 853 010 tonnes**, soit une faible baisse par rapport à celle de 2016 et une augmentation de 14 % par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années. Le bilan céréalier brut (balance entre la production céréalière nette et les besoins de consommation) pour toutes les céréales confondues est de l'ordre de **28 680 tonnes**, soit un équilibre infime bien en dessous du bilan de 2016 qui était de l'ordre de 224°585 Tonnes.

On dénombre **3 867 villages déficitaires** (contre 3 837 villages en 2016) soit 31% des villages agricoles du pays pour une population totale de ces villages estimée à 4 600 914 personnes.

L'analyse de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale a fait ressortir **162 zones extrêmement et moyennement vulnérables** regroupant 3.668 villages, campements et tribus.

Un peu plus de la moitié de ces zones (82) sont dans une situation d'extrême vulnérabilité.

Situation pastorale :

Sur le plan pastoral, les résultats du suivi et des différentes enquêtes conduits par le Ministère de l'Elevage en 2017 montrent que les productions fourragères disponibles sont évaluées à **15 785 834 Tonnes** de Matière Sèche (TMS) contre des besoins évalués à **26 726 827 Tonnes** de Matière Sèche.

Le bilan fourrager fait donc ressortir un déficit fourrager global de l'ordre de 10 940 993 TMS (contre 13 387 266 TMS en 2016).

Cette campagne n'a une fois de plus pas répondu aux attentes des éleveurs déjà durement touchés successivement depuis les quatre dernières campagnes sur la zone pastorale.

Comme en 2016, il y a d'ores et déjà nécessité de déclencher les différents mécanismes de réponse inscrits dans le plan de contingence pastoral pour sécuriser les pasteurs et leurs moyens d'existence en vue de prévenir une probable crise pastorale sévère.

2.2.2 Situation des marchés à céréales et des marchés à bétail :

✓ *Marchés à céréales :*

En rappel, l'année 2017 a été marquée par une hausse anormale des prix des céréales sur les marchés à partir de janvier / février 2017. Une hausse qui a nécessité d'importants moyens développés par le Gouvernement et ses partenaires pour tenter de juguler l'impact de cette dernière sur les ménages pauvres du Niger.

D'ores et déjà, les différents mécanismes de suivi des prix prévoient une année difficile avec déjà une hausse atypique des prix des céréales de base en cours identifiée juste après la soudure pendant le début des récoltes. Avec des stocks commerçants toujours en cours de reconstitution, des rétentions de stocks par certains acteurs (producteurs, OP, grossistes...), des spéculations autour des opérations de reconstitution des stocks institutionnels et nationaux (OPVN, CCA, PAM...) ainsi qu'un marché au Nord du Nigéria souvent inaccessible en raison de prix très élevés, l'analyse de la situation des marchés en cours évoque une année compliquée en perspectives avec de fortes hausses des prix des céréales. De plus, le dysfonctionnement de certains marchés en raison de l'état d'urgence dans certaines localités au niveau des régions de Diffa, Nord Tillabéri et Nord Tahoua sont davantage de facteurs aggravant défavorables au secteur réduisant l'accès aux céréales de base à de nombreux ménages vulnérables sans stock alimentaire à partir de février / mars.

La forte volatilité des prix (à caractère structurel dans les zones de production) entre les différentes régions du pays observée entre juin et novembre 2017 (23 000 FCFA le sac de mil à Maradi contre 17 000 FCFA à Tahoua sur cette période évoque de grandes disparités entre les marchés et une possible détérioration de la capacité d'accès économique aux denrées de base pour certaines catégories de populations (ménages vulnérables, éleveurs agropasteurs...).

En janvier 2017, malgré un état d'approvisionnement des marchés satisfaisant sur presque tous les marchés de la bande agricole du pays, relativement timide sur les marchés situés en zone pastorale, les prix du mil évoluent entre 19 250 FCFA le sac de 100 kg à Dosso à 23 375 FCFA à Agadez ou encore, fait plus inhabituel, 23 313 FCFA le sac dans la région de Tillabéri (moyenne régionale). Pour le sorgho, les prix évoluent entre 17 075 FCFA le sac de 100 kg à Maradi à 22 125 FCFA à Agadez ou encore, tout autant inhabituel, 20 643 FCFA le sac dans la région de Tillabéri (moyenne régionale).

Début janvier 2017, la tendance générale de l'évolution des prix des céréales était d'une part en légère diminution de 1% du prix moyen du mil et d'autre part une légère augmentation de +1% du prix du maïs. Les autres spéculations se sont stabilisées en raison de l'amélioration de l'offre du mil dans certaines localités ainsi que par la réduction de l'offre du maïs sur certains marchés suivis par le SIMA.

Par rapport à la même période de l'année passée (janvier 2017), les prix moyens des céréales présentent les variations suivantes à savoir +14% pour le sorgho, +12% pour le mil, +2% pour le maïs et +1% pour le riz importé. Comparés à la moyenne des cinq dernières

années (2013/2017) à la même période, les prix moyens de ces produits affichent des variations de +12% pour le mil, +8% pour le sorgho, -1% pour le maïs et -6% pour le riz importé.

Concernant la première semaine de 2018, l'analyse spatiale des prix classe le marché d'Agadez au premier rang des marchés les plus chers, pour le mil est Agadez suivi de Tillabéri, Niamey, Tahoua, Zinder, Diffa, Maradi et Dosso.

En termes de perspectives, la situation sécuritaire dans les zones Nord Tahoua, Nord Tillabéri ainsi que Diffa, l'évolution des prix des marchés à céréales du Nigéria (anormalement élevés) et du taux de change (FCFA/Naira) sont à surveiller avec la mise en place d'une veille informationnelle sur les marchés principalement dans les zones sensibles avec une surveillance plus accrue sur certaines filières stratégiques sur la sécurité alimentaire.

L'ensemble des indicateurs suivis montre que les prix des céréales devraient augmenter, du fait de la poursuite des achats (institutionnels et commerçants), des niveaux très élevés des prix sur les marchés d'approvisionnement (Nigéria notamment), de l'amélioration progressive du taux de change (Naira/FCFA), du déficit de production agricole enregistrée dans certaines zones d'approvisionnement (Nigéria et Burkina Faso) ainsi que la fermeture de certains marchés dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri.

✓ **Marchés à bétail :**

Pour cette campagne 2017-2018, la situation des marchés à bétail est impactée à la fois par l'impact d'une campagne pastorale 2016/2017 difficile, avec un important déficit fourrager, et à nouveau par une campagne pastorale très déficitaire en perspective.

Cette situation est davantage aggravée par la déflation du Naira et la désorganisation des transhumances due à l'instabilité sécuritaire dans certaines régions qui ont impacté négativement le comportement des marchés à bétail en 2017.

Les principales conséquences observées se résument par une évolution timide de l'offre et de la demande, ainsi qu'une baisse du niveau des prix et des termes de l'échange par rapport aux deux périodes de références à savoir les prix des animaux de l'année 2017 et ceux de la moyenne des 5 dernières années.

L'offre et la demande du bétail ont très peu évolué par rapport à la campagne-2016-2017. Les volumes globaux en terme d'offre n'ont varié que de +2% ; +6% et +3% respectivement pour les bovins, ovins et caprins. Pour la demande, un accroissement de 4% est observé pour les bovins et ovins, contre +5% au niveau des caprins. Les taux de vente ont varié entre 63% et 72%.

Concernant les prix des petits ruminants et les prix des béliers, les prix moyens observés au cours de la campagne 2016-2017 ont été inférieurs à ceux de la campagne 2016-2017 (-9%) et à ceux de la moyenne des 5 dernières années (-11%) à l'exception du mois d'août 2017 avec de fortes baisses observées entre les mois d'octobre 2016 à février 2017.

Les mêmes tendances sont observées au niveau des caprins avec en moyennes des baisses de 5% et 12% par rapport à 2016-2017 et à la Moyenne des 5 dernières campagnes.

En perspectives l'on devra s'attendre à une évolution peu favorable de la situation des marchés aussi longtemps que durera la détérioration du change de la Naira. L'impact d'une crise pastorale en perspective aura certainement d'importantes répercussions sur une offre de plus en plus abondante du bétail sur les marchés et une possible détérioration de l'état d'embonpoint des animaux dans le temps.

2.2.3 Situation de l'état nutritionnel des populations :

Plus qu'un problème de santé publique, la forte prévalence et la récurrence des diverses formes de malnutrition représentent un problème de développement national. Elle est l'un des principaux facteurs de morbidité et de mortalité chez les jeunes enfants et contribue à minimiser les impacts des efforts de développement consentis par le gouvernement et les partenaires. En effet, la littérature scientifique montre maintenant que la malnutrition est directement ou indirectement responsable d'environ 45% des cas de décès au sein des enfants de moins de 5 ans. Selon le rapport mondial de nutrition de 2014 le fardeau de la sous-nutrition sur le continent Africain serait de l'ordre de 8% à 20% de perte du PIB des pays.

Depuis plus d'une décennie le Niger est resté confronté à des formes multiples de malnutrition. Ainsi, la prévalence de la malnutrition aiguë globale est constamment au-dessus du seuil d'alerte (de 10%) ces dernières années chez les enfants de 6-59 mois. L'insécurité alimentaire permanente et d'autres chocs de diverse nature débouchent chaque année sur un pic saisonnier de malnutrition aiguë. Ce taux est beaucoup plus préoccupant pour la tranche d'âge 6-23 mois qui enregistre souvent un niveau supérieur à 20%. Les régions de Maradi, Agadez et Zinder ont été les plus affectées par la malnutrition avec des prévalences de malnutrition aiguë globale supérieures à la moyenne nationale.

Les résultats de la dernière enquête nutritionnelle indiquaient une amélioration de la situation nutritionnelle avec une prévalence de la MAG qui passait de 15 % en 2015 à 10,3% en 2016. Toutefois, le nombre de malnutris admis dans les programmes de prise en charge de la malnutrition aiguë est resté entre 350 000 et 400 000 pour la malnutrition aiguë sévère et supérieur à 400 000 cas pour la malnutrition aiguë modérée. A elles trois, les régions de Maradi, Tahoua et Zinder enregistrent près de 80% des admissions nationales.

La malnutrition chronique ou retard de croissance affecte plus d'un enfant sur 3 et est restée constante au cours des cinq dernières années. En 2016, la prévalence est passée à 42,2% soit une légère diminution par rapport à 2010 (48,1%). En outre, Près des trois quarts (73%) des enfants de moins de cinq ans souffrent d'anémie, un indicateur de carences en fer, un des micronutriments clés essentiels à la survie, à la croissance et au développement de l'enfant. L'anémie touche aussi plus de la moitié (46%) des femmes nigériennes en âge de procréer. Les autres carences en micronutriments y compris en acide folique, vitamine A et zinc, sont également élevés. Enfin, plus de 80% de la population risque des troubles dus aux carences en iode.

Ces données confirment bien le caractère chronique et structurel de la malnutrition au Niger, qui ne correspond pas forcément à des crises alimentaires et/ou sanitaires.

Les causes de la malnutrition sont multiples : insécurité alimentaire chronique, mauvaise nutrition du nourrisson et du jeune enfant, accès limité à l'eau et à l'assainissement, facteurs socioculturels, maladies comme le paludisme, la diarrhée, accès insuffisant aux soins et aux services sociaux en particulier pour les femmes et les enfants. Tous ces facteurs se combinent au Niger et maintiennent les prévalences de toutes les formes de malnutrition à un niveau élevé.

Néanmoins, quelques bonnes nouvelles sont source d'espoir. En effet, de nets progrès ont été enregistrés dans le traitement de la forme de malnutrition engendrant le plus fort risque de mortalité (malnutrition aiguë). Ainsi, le nombre d'enfants souffrant de Malnutrition Aigue Globale (MAG) soignés correctement a atteint 601 347 enfants en 2017 sur les 668 164 admis.

Aussi, une mise en œuvre à grande échelle de stratégies visant à diminuer la malnutrition chronique ou aiguë est en cours. La prise en charge se poursuivra à travers le vaste système de prise en charge des cas de malnutrition aiguë (modérée et sévère) dont les résultats ont contribué de façon significative à la baisse de la mortalité au sein des enfants de moins de 5 ans.

Des actions de promotion des bonnes pratiques familles Essentielles et de supplémentation des femmes et des adolescentes intégrées dans les opérations de DGC et Cash reste une piste à explorer.

2.2.4 Situation des risques et catastrophes :

Le Niger subit des chocs successifs qui se sont intensifiés lors de ces dernières années et qui ont fait évoluer les besoins humanitaires à la hausse et la vulnérabilité de la population.

Les catastrophes d'origine naturelle se manifestent par des phénomènes comme les inondations, les sécheresses, les feux de brousses, les attaques acridiennes et parasitaires. Depuis quelques années, les déplacements de populations s'accroissent en lien avec des événements sécuritaires extérieurs qui perdurent (nord Tahoua, Nord Tillabéri, Diffa) ou dans le cadre de la migration des populations.

L'année 2017, comme celle de 2016, a été principalement marquée par la crise humanitaire et sécuritaire de Diffa (avec tout de même quelques signes d'amélioration qui doivent encore se confirmer sur la durée) entraînant des mouvements de populations continus (déplacements internes de populations hôtes, réfugiés, déplacés), des flux de populations migratoires importants sur la région d'Agadez ainsi qu'une saison des pluies caractérisée par de fortes précipitations occasionnant des inondations importantes dans de nombreuses régions du pays.

Enfin, d'autres chocs plus localisés ont été traités comme la fièvre de la vallée du rift, la déscolarisation des élèves liée au déficit fourrager ou encore la menace acridienne avec la résurgence du criquet Pèlerin. Tous ces chocs constituent encore aujourd'hui des menaces potentielles pour le Niger et ses populations.

Les points suivants présentent une situation détaillée des principaux chocs en cours ou attendus en 2018.

✓ ***Les populations réfugiées et déplacées au Niger :***

Dans la Région de Diffa, la situation des déplacés et réfugiés qui résulte principalement du contexte sécuritaire liés aux attaques de Boko Haram dans la zone du Lac Tchad est particulièrement difficile malgré l'accalmie de la situation sécuritaire observée en 2017. Cette tendance reste d'ailleurs à être confirmée en 2018.

Selon la Direction Générale de L'Etat Civil, la Situation des déplacés (réfugiés, retournés et déplacés internes) régions de Diffa, Tahoua et Tillabéry dressée en Octobre 2017 se présente comme suit :

- ✓ Déplacés internes Diffa : **129 015** personnes
- ✓ Retournés Diffa : **14 820** personnes
- ✓ Réfugiés nigériens à Diffa : **108 470** personnes
- ✓ Réfugiés maliens : **66.865** personnes installées dans les régions de Tahoua et Tillabéri dont **40 250 réfugiés** maliens retenus par les agences HCR et PAM pour la planification de leurs interventions.

Sur la base d'une note méthodologique et de façon concertée, la cible globale de Diffa est arrêtée à **318 414 personnes vulnérables** qui auront besoin d'assistance pour la période en cours.

Dans les autres régions, on dénombre à Tillabéri, Tahoua et Niamey **66 865 réfugiés maliens** à soutenir et plus de **123 800 migrants** en transit par Agadez dont **50 000 nigériens** environ.

✓ ***La déscolarisation des enfants en zone pastorale :***

Avec un déficit fourrager estimé à près de 11 millions de TMS sur le plan national, le risque de départ de ménages entiers avec des enfants scolarisés en direction de localités moins hostiles où les pâturages sont davantage disponibles est très grand en zone pastorale.

Ces déplacements forcés pour une majeure partie de la population engendrent l'abandon massif des écoles par les élèves avec une baisse de la fréquentation des écoles voire la fermeture de celles-ci à 3 mois de la fin de l'année scolaire.

L'expérience de 2017 a montré qu'une réponse suffisamment précoce et coordonnée pouvait ralentir ce phénomène. Sur cette base, il est nécessaire d'envisager très tôt des mesures d'atténuation à travers le renforcement des cantines scolaires, l'appui aux familles

hôtes des enfants tout en disponibilisant certains intrants zootechniques essentiels ou techniques pour assurer l'alimentation des animaux sur place.

✓ **Les catastrophes d'origine naturelle et socio économiques**

Les inondations ont touché plus de **29 542 ménages sinistrés en 2017**, soit plus de **206 800** personnes, situées dans toutes les régions du pays.

Les déplacés internes suites aux conflits, la réinsertion de certains repentis de Boko Haram, ainsi que les refoulés de certains pays voisins ont fait l'objet de prise en charge 2017 uniquement par la CCA à hauteur de 800 millions F CFA.

La situation acridienne est demeurée globalement calme en 2017. Toutefois la spécificité de la campagne a fait que des moyens complémentaires à ceux déjà octroyés par l'Etat au Dispositif de surveillance ont dû être mobilisés pour prospecter davantage les biotopes favorables au développement du Criquet pèlerin.

2.2.5 Rappel des principaux éléments de cette campagne :

✓ **Favorables**

- ✓ Une campagne agricole moyennement satisfaisante ;
- ✓ Des bons niveaux de ravitaillement des marchés en produits alimentaires ;
- ✓ Une situation hydrologique favorables aux productions de cultures irriguées ;

✓ **Défavorables**

- ✓ Une perturbation des circuits ravitaillement de certains marchés (nord Tillabéri et nord Tahoua) ;
- ✓ Des prix des céréales en forte hausse rendant les denrées alimentaires inaccessibles aux ménages pauvres ;
- ✓ Des baisses des prix des animaux, surtout du gros bétail ;
- ✓ Des perturbations/reversements des circuits de ravitaillement (bétail, volaille et produits agricoles) avec le Nigeria (dévaluation de la Naira, hausse des prix des céréales dans la zone nord du Nigéria);
- ✓ Persistance de la crise humanitaire à Diffa (dépts de Bosso et N'Guigmi) ;
- ✓ Dégradation de la situation sécuritaire (nord Tillabéri et nord Tahoua) ;
- ✓ Déficit fourrager – menace d'une crise pastorale en avril-mai 2018
- ✓ Persistance des taux de malnutrition élevés
- ✓ Des inondations localisées d'ampleurs variables ayant beaucoup impacté les moyens d'existence des populations en 2017
- ✓ Des mouvements de migrants toujours d'actualité (Agadez)

2.3 Principes Directeurs du Plan de Soutien 2018

Au regard des éléments d'analyse du plan de soutien, l'objectif global de ce dernier sera de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire, nutritionnelle et de protection de leurs moyens d'existence.

Dans ce cadre, il sera demandé aux acteurs du domaine, étatiques et non étatiques, nationaux et internationaux, de planifier et de mettre en œuvre, sous le lead du Gouvernement, une panoplie d'activités en réponse aux besoins de prévention et de gestion des crises alimentaires, nutritionnelles et pastorales déterminés et développés dans ce plan.

Pour ce faire, quelques principes directeurs ont été définis pour faciliter le déroulement de ce plan de soutien sur l'année 2018 afin d'orienter les acteurs et permettre ainsi l'atteinte des objectifs assignés à ce plan.

Ces principes directeurs sont :

- Le respect d'un calendrier d'intervention adapté : (post soudure, soudure, post récolte) en fonction des modalités de réponses : Distribution Gratuite de Céréales ou de Cash à partir de juin jusqu'en août, activités de ventes à prix modéré de céréales anticipées sur les zones à risque, et d'aliment bétail en prévention de la soudure pastorale...), etc.
- La formulation d'interventions plus innovantes dans les domaines de l'évaluation, du suivi de la situation alimentaire nutritionnelle et pastorale ainsi que dans le domaine de la réponse avec un partage et une valorisation plus systématique des bonnes pratiques déjà existantes et des informations ou expériences déjà disponibles.
- La mise en place de mécanismes plus aptes à évaluer les effets et les impacts des opérations mises en œuvre dans le cadre du plan de soutien devra être encouragée. Le cadre élargi de concertation technique du Dispositif (CEC) pourraient être mobilisé davantage par les membres qui le souhaitent.
- La mise en place de partenariats institutionnels reconnus, précis, partagés, établis entre les structures nationales et leurs partenaires tant au niveau national que régional, sous régional ou communal. Des partenariats mis en place avec pour objectif de renforcer, transférer, d'institutionnaliser certaines pratiques opérationnelles (cas des PDM par exemple) ou pour faciliter la conduite de réflexions concertées (cas du ciblage...)
- Une imbrication plus forte entre les interventions d'assistance alimentaire et celles liées à la prévention et au traitement de la malnutrition avec la création de

passerelles opérationnelles, institutionnelles, techniques ou stratégiques entre ces deux domaines d'interventions par les acteurs,

- Une prise en compte plus forte des problématiques d'insécurité alimentaire chronique, de résilience ou encore dans le cadre d'une sortie de crise dans certaines localités (Diffa par exemple) en s'appuyant sur l'expérience d'interventions déjà planifiées et mises en œuvre par de nombreux partenaires (CFS, PAM, ONG...)
- Une évaluation et un suivi concertés de la mise en œuvre de la réponse annuelle par le Dispositif avec l'organisation de missions conjointes, de la revue après action du plan de soutien, la mise en œuvre de PDM, etc.
- Une prise en compte de l'analyse situationnelle en lien les priorités et principes de la charte PREGEC,
- Un lien stratégique entre urgence et développement - Les activités entreprises dans ce cadre devraient contribuer à réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des populations à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux catastrophes. Pour ce faire, elles doivent être orientées vers la réduction des risques et doivent s'inspirer des bonnes pratiques et des leçons tirées des expériences passées.

Les principales problématiques liées à la situation actuelle et perspectives sur 2018 à prendre en compte sont définies dans le tableau ci-dessous :

	Problématiques prioritaires	Acteurs Principaux
1	Situation de la région de Diffa	DNPGCA, MAHGC, UN, ONG
2	Situation Nord Tahoua et Nord Tillabéri	DNPGCA, ECHO, UN, ONGF
3	Situation pastorale	Ministère de l'Élevage, DNPGCA UN, ONG
4	Situation hausse des prix des céréales sur les marchés	SIMA, SAP, PAM
5	Intégration résilience et réhabilitation	DNPGCA, CFS, Agences UN, PAM (programme résilience), ONG
6	Situation inondations et autres catastrophes (déplacement des populations et migrations)	MAHGC, ONG, PAM, UNICEF
7	Situation nutritionnelle	DN et Cluster Nutrition, UN, ONG

2.4 IDENTIFICATION DES BESOINS ET PLANIFICATION

Comme en 2017, un croisement des différentes données disponibles (Cadre Harmonisé, Zones vulnérables, taux d'insécurité alimentaire sévère et modéré) a permis au groupe d'analyse situationnelle mis en place pour ce chantier, de s'accorder sur le processus de détermination des différentes cibles de ce plan de soutien 2018.

Les notes méthodologiques de détermination des cibles Sécurité Alimentaire et Nutritionnelles sont jointes en annexe à ce document.

Au total, et concernant les populations du Niger, ce sont **2 258 495 personnes** en Insécurité Alimentaire Sévère et Modérée **hors période de soudure** et **3 665 797 personnes** en Insécurité Alimentaire Sévère et Modérée **pendant la période de soudure** qui devraient être soutenues par les interventions du Gouvernement et de ses partenaires.

Les besoins de **163 540 personnes** réfugiées (Nigéria / Mali) et retournées seront également pris en compte dans ce plan de soutien 2018 ainsi qu'une assistance potentielle aux chocs probables à plus de **265 000 personnes** nigériennes victimes des inondations, déplacements forcés et migration.

2.4.1 Catégorisation des populations ciblées par le plan de soutien :

Plusieurs catégories de populations se trouvent devoir faire face à la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle, qu'elle soit provoquée par des crises soudaines, saisonnières ou de façon beaucoup plus structurelles et chroniques à savoir :

✓ *Les Populations en insécurité alimentaire sévère et modérée*

Les populations en insécurité alimentaire ciblées par le plan de soutien sont aussi bien victimes de l'insécurité alimentaire sévère (ayant besoin d'une assistance d'urgence) que modéré (ayant besoin d'une assistance plus adaptée répondant à un besoin de prévention ou de réhabilitation de leurs moyens d'existence) sur l'ensemble des régions du pays.

L'analyse consensuelle de la situation avec les outils disponibles a permis de déterminer cette année **1 019 772 personnes** en Insécurité Alimentaire Sévères et **2 238 723 personnes** en Insécurité Alimentaire Modérée hors période de soudure (janvier à mai 2018).

En période de soudure, avec la prise en compte d'un taux de basculement des populations modérés à sévères, il s'avère que **1 427 074 personnes** seront considérées comme en Insécurité Alimentaire Sévères pendant la période de soudure (juin à aout 2018).

Le cas de la région de Diffa, a cette année encore été traité de façon particulière avec la prise en compte des populations réfugiées et retournées. Au total, ce seront **318 414 personnes** qui auront besoin d'une assistance alimentaire et nutritionnelle en continue.

✓ ***Les Populations appuyées sur le moyen terme par les programmes de résilience et de filets sociaux***

Les situations d'urgence, y compris celles causées par les catastrophes naturelles, augmentent en ampleur et en fréquence. Ces crises touchent de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, qui vivent souvent dans des paysages dégradés et fragiles et les confrontent à de multiples difficultés, y compris l'accès à la nourriture et aux services de base.

Les gains de développement réalisés en période de stabilité peuvent être rapidement éliminés par une catastrophe naturelle et d'autres facteurs de stress. Si les réponses humanitaires aux crises sauvent des vies et aident à rétablir les moyens de subsistance, elles abordent difficilement les vulnérabilités sous-jacentes. La résilience des populations impactées ne peut donc être atteinte par une seule intervention mais par la convergence et la superposition de différentes actions. En adoptant une approche de la programmation axée sur la résilience, les opérations sont formulées, planifiées, mises en œuvre et surveillées en rationalisant les activités selon des dimensions temporelles, géographiques et sociales et dans l'ensemble des activités de développement, de relèvement et d'urgence.

Au Niger, avec une prise en compte progressive de l'insécurité alimentaire chronique dans les stratégies et politiques nouvelles de lutte contre la vulnérabilité, nombreux sont les programmes qui visent à offrir des transferts réguliers de petites sommes d'argent sur une période d'intervention plus étalée (24 à 36 mois) aux ménages pauvres et très pauvres en situation d'insécurité alimentaire chronique.

En contrepartie, et pour recevoir leurs paiements mensuels, ces transferts d'argent sont généralement conditionnés à la participation des ménages bénéficiaires à des activités de soutien (sensibilisation aux pratiques familiales essentielles en santé, nutrition, assainissement...). Ces programmes affiliés à des activités de protection sociales visent à réduire les niveaux d'insécurité alimentaire chronique chez les ménages bénéficiaires d'une source garantie de revenu minimale sur la durée leur permettant d'améliorer leurs accès à la nourriture et d'initier des investissements productifs et en capital humain.

Au Niger, deux grands acteurs sont d'ores et déjà impliqués dans la mise en œuvre de ces transferts monétaires à savoir la Cellule Filets Sociaux (CFS) du DNP-GCA à travers la mise en œuvre d'un projet filets sociaux financé par la Banque Mondiale et le PAM à travers son projet PRRO financé par de multiples bailleurs.

Chaque année, environ **372°800 personnes** sont bénéficiaires du programme de cash transfert de la CFS et **296°500 personnes** bénéficiaires du programme « Résilience » du PAM. Pour les besoins du plan de soutien, ces populations bénéficiaires d'activités spécifiques seront prises en compte parmi les populations en insécurité alimentaire modérée.

✓ **Les populations en insécurité alimentaire impactées par des chocs et catastrophes soudaines**

Au Niger, nombreux sont les chocs qui affectent soudainement plusieurs catégories de populations à savoir :

- **Les populations réfugiées, déplacées, retournées de Diffa, Tahoua et Tillabéri :**

Au total, ont été dénombrées par la DREC en novembre 2017 dans la région de Diffa : **129°015** personnes déplacées internes, **14°820** personnes retournées et **108°470** personnes réfugiés nigériens.

Sur la base d'une note méthodologique et de façon concertée qui prend aussi en compte les populations hôtes, la cible globale de Diffa est arrêtée à **318 414 personnes vulnérables** qui auront besoin d'assistance en 2018, dont **195 124 populations hôtes** de la région.

Toutes ces personnes devraient bénéficier d'une assistance alimentaire au cours de l'année 2018 avec, dans les zones identifiées en situation de crise (selon le Cadre Harmonisé) au niveau des départements de Bosso, Diffa, Nguigmi, une partie de Mainé Soroa, le Dispositif recommande des interventions d'urgence sur toute la période et dans les autres départements de la région, il est recommandé de poursuivre des activités de relèvement précoce jusqu'en mai, puis des activités de DGC de juin à septembre.

De plus, dans les régions de Tahoua et Tillabéri, on dénombre **56.838** personnes réfugiées maliens installées durablement depuis plusieurs années.

En 2018, le PAM et l'UNHCR envisagent de baser leur assistance auprès de ces populations réfugiées non plus sur leur statut mais sur leur niveau de vulnérabilité avec une planification pour cette catégorie de **40 250 personnes**.

- **Les populations migrantes :**

La situation de la migration a considérablement évolué au cours de ces deux dernières années. Les services du Ministère de l'Action Humanitaire et de Gestion des Catastrophes en charge de cette situation prévoient une assistance alimentaire d'urgence à plus de **123 800 migrants**, principalement situés dans la région d'Agadez.

Dans le cadre de ce plan de soutien, **50°000 nigériens migrants** pourraient être affectés avec une obligation pour le Dispositif et ses partenaires d'apporter une assistance humanitaire.

A noter aussi le retour chaque année d'environ **16 000 rapatriés** d'Algérie ou de Lybie.

- Les Personnes Déplacées Internes (PDI) du Nord Tillabéry potentiellement, suite au ratissage des Forces de Défense et de Sécurité (FDS Nigériennes, G5 Sahel et Internationales

Suite au ratissage enclenché par les Forces de Défense et de Sécurité (Nigériennes, G5 Sahel et Internationales), et aussi à cause de l'insécurité résiduelle, tout long de la zone frontalière avec le Mali, il est prévu après analyse que **45 000 Personnes Déplacées Internes**, seront impactées par ce choc.

Ces populations auront besoin d'une assistance alimentaire et non alimentaire d'urgence dès que les mouvements de populations vont commencer et atteindront le seuil requis pour enclencher la réponse ; ceci généralement après une évaluation multisectorielle des besoins ; une planification est en cours dans le cadre du RRM « Mécanismes de Réponses Rapides », avec ECHO, UNICEF, PAM, OCHA et les ONG concernées (ACTED, DRC, IRC et ACF) ayant une expérience reconnue dans le cadre de l'opération d'urgence de Diffa.

- Les Populations impactées par les inondations :

Tenant compte de la situation des populations impactées par les inondations en 2017, le Ministère de l'Action Humanitaire estime que près de **154 000 personnes** (soit 22 000 ménages) seraient touchées par les inondations en 2018 dans toutes les régions du Pays.

Ces populations auront besoin d'une assistance alimentaire et non alimentaire d'urgence dès l'apparition du choc.

- Les enfants des écoles à cantines situées en zone pastorale :

Avec un déficit fourrager chronique de plus en plus conséquent d'année en année, l'impact sur la fréquentation scolaire est vérifié chaque année, avec une déscolarisation précoce d'enfants obligés de suivre leurs parents éleveurs en quête de fourrage pour leur bétail vers d'autres contrées.

Cette année encore, une alerte a été donnée suffisamment tôt par les services de l'éducation pour prendre en considération les besoins estimés de 817 écoles à cantines situées dans les zones extrêmement vulnérables

Au total, un budget de **3 326 580 738 FCFA** sera nécessaire pour l'achat et le transport de plus de **8 690.65 tonnes** de vivres distribués à **152 916 élèves** de février à juin 2018.

✓ ***Les Populations victimes de la malnutrition***

En ce qui concerne la gestion de la malnutrition, la Direction de la Nutrition a dénombré des besoins nutritionnels et planifié une réponse pour la lutte contre la malnutrition aigüe en 2018 à **1 170 568 personnes** nigériennes dont **921 994 enfants de moins de 5 ans** et **248 574 mères accompagnantes**, ainsi qu'à **23 750 enfants** nigériens réfugiés à Diffa.

Cette population est répartie selon les catégories de bénéficiaires suivantes :

- ✓ **878 916** enfants malnutris dont :
 - ✓ 380 166 enfants MAS et 498 750 en MAM
 - ✓ 171 150 Femmes enceintes et allaitantes
- ✓ **43 078** enfants bénéficiaires de Prévention de la malnutrition avec des activités de Blanket Feeding dans toutes les régions du pays ainsi que **23 750** enfants de réfugiés nigériens à Diffa
- ✓ **77 424** mères accompagnantes dans les CRENI

2.4.2 Outils d'analyse et zones en insécurité alimentaire ciblées par le plan de soutien

✓ ***Analyse Cadre Harmonisé - novembre 2017***

Un des premiers exercices de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle de cette nouvelle campagne réalisé par le Dispositif et ses partenaires a été l'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2017. Une analyse qui a permis, dans un premier temps, de déterminer géographiquement les zones à risque et les populations concernées.

Pour la situation courante (octobre – décembre 2017), l'analyse a fait ressortir que 301 433 personnes au niveau national, étaient incapables d'assurer leur propre sécurité alimentaire. Ces personnes sont constituées d'hommes et de femmes ayant enregistré des déficits céréaliers de plus de 50%, ayant été victimes des inondations de 2017 et d'autres chocs sans qu'elles ne disposent de ressources conséquentes. Il faut ajouter à ces personnes, toutes les populations pauvres des zones en insécurité civile impactés par les mesures sécuritaires (fermetures des marchés, déplacements des villages, restrictions des mouvements des personnes et des biens...).

En phase projetée (juin – août 2018), la soudure pourrait se manifester dans la plupart des zones par des difficultés alimentaires et nutritionnelles importantes si des dispositions idoines ne sont pas prises. C'est ainsi que 796 496 personnes pourraient basculer dans une crise alimentaire courant cette période en raison de fortes demandes en produits alimentaires pouvant engendrer des hausses saisonnières importantes des prix dès juin.

Le déficit fourrager déjà identifié pourrait se traduire par des pertes inhabituelles des productions pastorales et compliquer davantage la situation des termes de l'échange déjà en défaveur pour l'éleveur dans beaucoup des zones. La situation sécuritaire très défavorable localisée dans le nord Tillabéri, nord Tahoua et autour bassin du Lac Tchad peut elle aussi impacter la sécurité alimentaire des ménages pauvres. Les départements de Diffa, Bosso, N'Guigmi, N'Gourti, Banibangou, Tahoua Dépt, Keita, Abalak et Bilma pourraient être les plus durement touchés par cette situation.

✓ **Rencontres Techniques du Dispositif – décembre 2017**

Chaque année deux rencontres techniques du Dispositif se tiennent avec pour objectifs l'analyse de la vulnérabilité alimentaire des populations du Niger et la détermination des zones et populations vulnérables.

Suite à la première réunion d'évaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale tenue à Dosso du 20 au 23 décembre 2017 et à l'issue d'analyse de séries similaires, il a été projeté **162 zones vulnérables** dont **86 extrêmement vulnérables et 76 moyennement vulnérables**, composées de **3°668 villages, campements et tribus**, contre 180 zones à la même période en 2016.

De cette dernière rencontre, plusieurs défis ont été relevés à savoir i) **la situation pastorale** avec un bilan fourrager déficitaire de plus de 10 000 000 de tonnes de matières sèches, ii) **la situation des marchés avec** des hausses atypiques des prix par endroits pour cette période post récolte et enfin iii) **la situation sécuritaire** dans la région de Diffa et les zones nord des régions de Tahoua et Tillabéri qui impacte négativement les moyens d'existence.

✓ **Enquête de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations**

L'enquête de vulnérabilité a pu être réalisée cette année grâce à une forte mobilisation des ressources des partenaires techniques et financiers du Dispositif. Organisée et mise en œuvre à partir de décembre 2017, elle vise à apprécier la situation de vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire à l'issue de chaque campagne agro-pastorale.

Elle permet de mieux connaître les causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, ainsi que les effectifs et les caractéristiques essentielles des personnes vulnérables en milieu rural. Elle fournit des informations représentatives au niveau département et permet d'affiner le ciblage des populations les plus vulnérables à travers le pays.

Les résultats de l'enquête 2018 ont été utilisés pour la détermination de la cible de ce plan de soutien 2018.

2.4.3 Estimation du nombre des Populations ciblées par le plan de soutien

La méthodologie du groupe d'analyse pour la détermination de la cible du plan de soutien 2018 est basée sur l'utilisation de toutes les données récentes disponibles à savoir :

- ✓ Les résultats de l'enquête de vulnérabilité de décembre 2017 mise en œuvre par la CC/SAP en collaboration avec des structures nationales comme l'INS et les Partenaires Techniques et Financiers, avec la prise en compte des taux de prévalence de l'insécurité alimentaire sévère et modérée des populations rurales du Niger,
- ✓ Les conclusions de l'atelier d'analyse des résultats «Outcomes Analysis» organisé début novembre 2017 par la CC/SAP en partenariat avec l'ONG Save The Children (SCI) et qui a permis d'une part la mise à jour de certaines données HEA et la

détermination des Déficits de Survie et de Protection des Moyens d'Existence dans 33 départements du Niger ayant contribué dans l'analyse Cadre Harmonisé,

- ✓ Les résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2017 pour prendre en compte d'une part, les caractéristiques de chaque département du pays selon la classification du CH et d'autre part, les caractéristiques et le nombre des populations de ces départements selon la classification du CH (cf. les 5 phases classification CH).
- ✓ Les résultats des journées techniques de la CC/SAP de décembre 2017 qui ont mis en avant les zones extrêmement et moyennement vulnérables du pays.

Une note méthodologique annexée au document détaille le processus retenu par le groupe d'analyse pour la détermination de la cible du plan de soutien 2018.

En conclusion les résultats du groupe d'analyse situationnelle obtenus après une prise en compte et le croisement de toutes les informations disponibles sont les suivants :

- **1 019 772 personnes** en insécurité alimentaire sévère hors période de soudure et **1 427 074 personnes** en insécurité alimentaire sévère pendant la période de soudure (hors refoulés, retournés, réfugiés des régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri)
- **2 238 723 personnes** en Insécurité Alimentaire Modérée,

A ces populations s'ajoute d'autres catégories de personnes impactées par des chocs soudains liés aux contextes sécuritaires à savoir :

- **108 470 réfugiés nigériens,**
- **14 820 retournés du Nigéria**
- **40 250 réfugiés maliens**

Dans la région de Diffa, le groupe d'acteurs de la sécurité alimentaire aura la charge de planifier les interventions de réponse à l'intérieur des communes selon l'évolution de la situation et les mouvements internes des populations en déplacement.

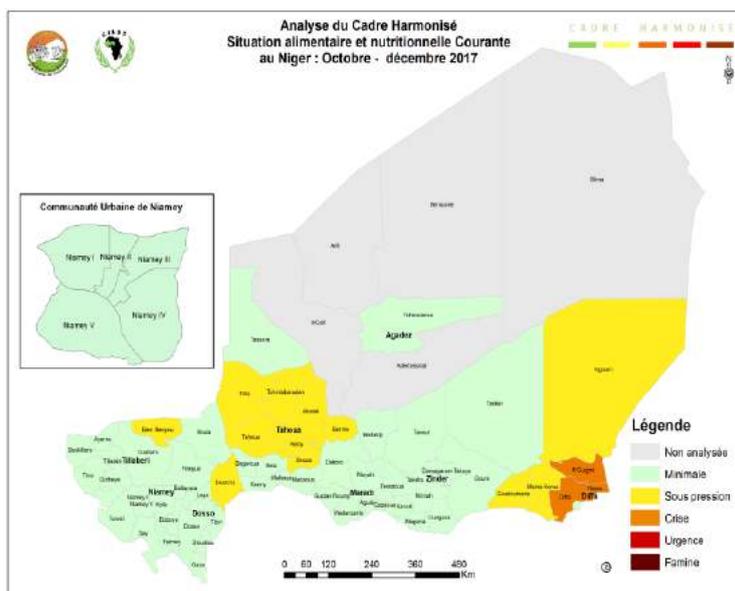
Pour les besoins de planification des interventions en situation d'urgence et en préparation des réponses d'urgence, il s'agira aussi de prendre en compte **certaines catégories de personnes potentiellement impactées** par différents chocs ou situations critiques, réparties comme suit :

- **123 800 migrants (dont 50 000 nigériens)**
- **16 000 personnes rapatriées d'Algérie ou de Lybie**
- **45 000 personnes possiblement déplacées par l'insécurité dans les zones frontalières avec le Mali « nord de Tillabéri » et « nord de Tahoua ».**

En ce qui concerne la gestion de la malnutrition, **1 170 568 personnes** dont **921 994 enfants de moins de 5 ans** et **248 574 mères** ont été recensés par les services de santé et de la nutrition pour des activités de lutte contre la malnutrition aigüe en 2018.

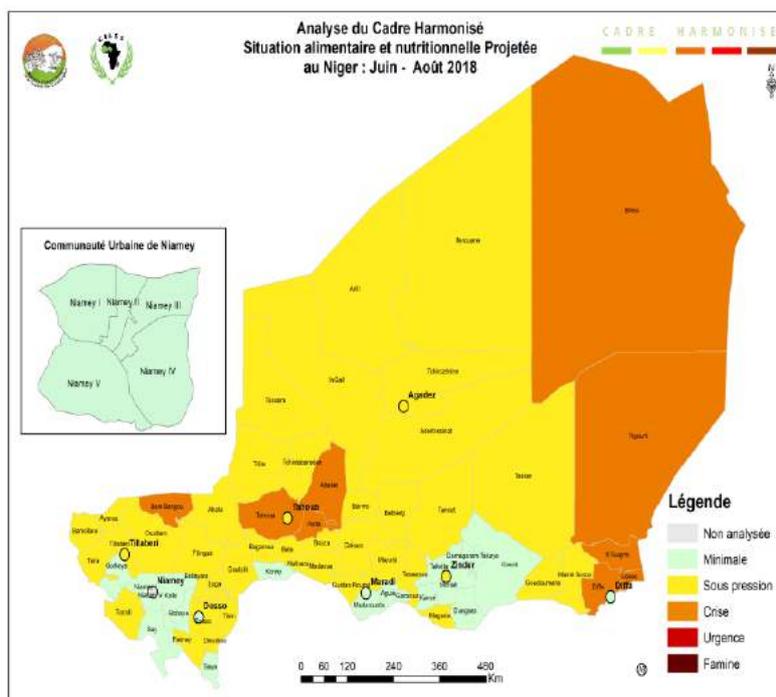
2.4.4 Cartographie de la situation alimentaire courante et projetée - CH novembre 2017

- Situation Courante



- ✓ Populations en situation difficile d'octobre à décembre 2017 (phase 3 à 5 du CH)
- ✓ 1,4 % de la population analysé estimées à 301.433 personnes
- ✓ 58 départements, et 7 Communes urbaines chefs-lieux de région

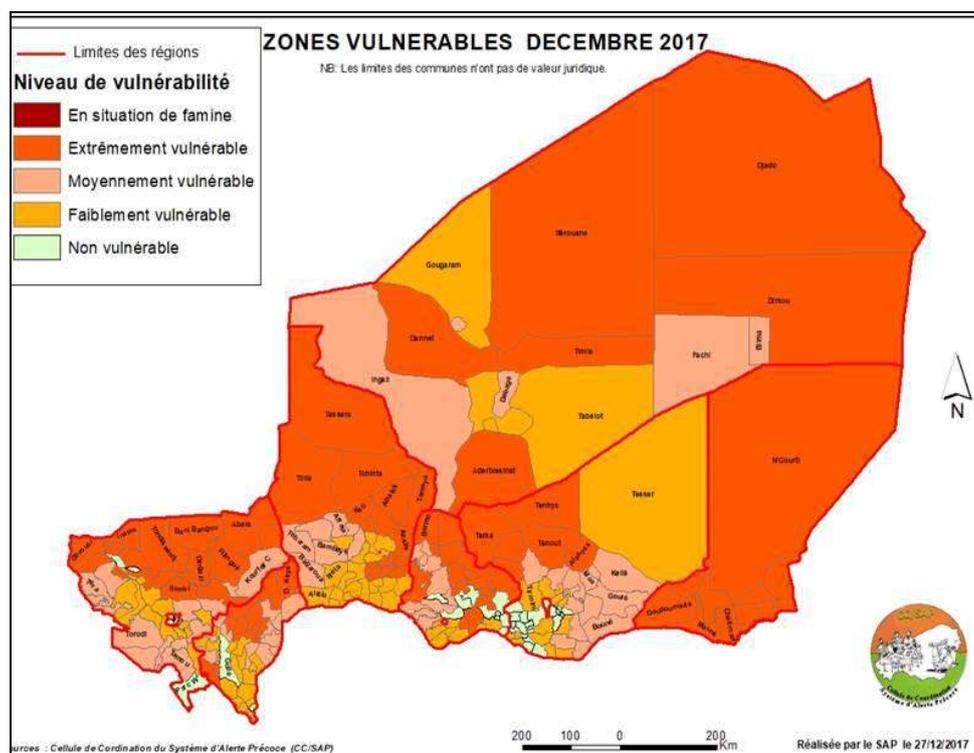
- Situation Projetée



- ✓ Populations en situation difficile de juin à août 2018 (phase 3 à 5 du CH)
- ✓ 3,7% de la population analysé estimée à 796.496 habitants
- ✓ 63 départements et 7 Communes urbaines chefs-lieux de région

2.4.5 Zones vulnérables en 2018

- Carte des zones vulnérables en 2018



- Tableau de synthèse zones vulnérables 2017/18

Région	Nombre de zones vulnérables			Nombre de villages			Populations		
	déc-16	déc-17	Ecart dec-17/dec-16	déc-16	déc-17	Ecart dec-17/dec-16	déc-16	déc-17	Ecart dec-17/dec-16
Agadez	11	11	-	234	165	-69	146 482	125 734	- 20 748
Diffa	12	12	-	588	818	230	362 336	326 615	- 35 721
Dosso	24	23	-1	365	493	128	391 397	593 956	202 559
Maradi	48	36	-12	1 020	523	-497	850 084	392 705	- 457 379
Tahoua	39	29	-10	876	482	- 394	966 886	883 822	- 83 064
Tillabéri	25	29	4	623	720	97	842 077	1 185 511	343 434
Zinder	18	20	2	630	460	-170	523 406	311 449	- 211 957
Niamey	3	2	- 1	11	7	-4	53 784	18 599	- 5 185
Total	180	162	-18	4 347	3 668	-679	4 136 452	3 838 391	- 298 061

2.5 ACTUALISATION DES BESOINS DANS LE TEMPS

Si le respect du calendrier de mise en œuvre du plan de soutien a été érigé en principe directeur, il va s'en dire que l'ensemble des mécanismes de mise à jour de la situation alimentaire et nutritionnelle devra faire l'objet d'une attention particulière.

Plusieurs exercices sont déjà en cours de mise en œuvre au niveau de la CC/SAP à savoir l'évaluation rapide de l'impact de la hausse des prix sur les populations couplée avec l'évaluation des marchés du bassin Est (en collaboration avec le CILSS, PAM, FAO, Fews net) et l'évaluation de l'impact du déficit pastoral sur les ménages pastoraux et agro-pastoraux.

D'autres mécanismes ont fait l'objet de recommandations fortes lors de la Revue Après Actions de décembre 2017 comme la programmation des journées techniques de réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale du Dispositif **dès le mois d'avril 2018**, juste après la réalisation de l'analyse Cadre Harmonisé de mars 2018.

L'objectif de ces différentes activités d'évaluation et de suivi étant de mesurer en temps réel, l'impact concret de la hausse des prix sur les conditions d'accès des ménages et sur les circuits d'approvisionnement des marchés par endroit.

Sur le plan pastoral, malgré la récurrence des déficits fourragers, l'impact sur les ménages pastoraux doit également pouvoir être cerné pour déterminer les besoins d'assistance des populations impactées tout en tenant compte de la mobilité saisonnière des ménages pastoraux.

Fort de ces arguments, les résultats de ces évaluations en cours permettront d'estimer le besoin additionnel éventuel à prendre en compte dans la réponse 2018.

2.5.1 Cible du plan de soutien 2018 par modalité d'intervention

La cible du plan de soutien est précisée par modalité d'intervention avec les différentes catégories de populations qui peuvent en être bénéficiaires.

Les tableaux ci-dessous précisent les caractéristiques des cibles et les modalités de réponse les plus utilisées par le Dispositif et ses Partenaires au Niger.

CIBLE DES INTERVENTIONS 2018

I. Cible Retenue					
Caractéristiques Cibles	Sévères	Modérées	Cible Total	Ménages	Observations
Hors Soudure	1 019 77	2 238 723	3 258 495	465 499	Source - Analyse Enquête Vulnérabilité + CH
Soudure	1 427 07		3 665 797	523 685	
Réfugiés, Retournés Diffa, Tahoua, Tillabéri	163 540		163 540	23 363	108470 réfugiés Diffa, 14820 retournés Diffa, 40250 réfugiés maliens à Tillabéri et Tahoua - source DREC
Migrants Nigériens et rapatriés Nigériens	133 000		133 000	19 000	Source MAHGC
Personnes déplacées internes, potentiellement en cas de choc dans zone frontalière avec le Mali (Nord Tillabéri et Nord Tahoua)	45 000		45 000	6 429	Source Cluster Sécurité Alimentaire
Victimes d'inondations	154 000		154 000	22 000	Source MAHGC
Elèves des écoles des zones extrêmement vulnérables	152 916		152 916	21 845	Source MAHGC
Enfants de 06 à 23 mois victimes de la malnutrition aigue	380 166	498 750	878 916		Source DN
Femmes enceintes et allaitantes, accompagnantes dans les CRENI			248 574		Source DN
Enfants bénéficiaires action de prévention de la malnutrition (BF)			66 828		Enfants nigériens et nigériens réfugiés de Diffa

MODALITES D'INTERVENTIONS 2018

I. Cible CFW et FFW hors soudure						
Caractéristiques Cibles	Sévères	Modérées	Cible Total	Ménage	Quantité (T)	Observations
Cible = 100 % des populations en Insécurité alimentaire sévère	1 019 772		1 019 772	145 682		32500 Fcfa * 3 mois/ménage
II. Cible DGC						
caractéristiques cibles	Sévères	Modérées	Cible Total	Ménage		
Cible DGC Food = 80% des populations en insécurité alimentaire sévère	1 141 659		1 141 659	163 094	48 928	100 kg par ménage et par mois pendant 3 mois
Cible DGC Cash = 20% des populations en insécurité alimentaire sévère	285 415		285 415	40 774		32°500 Fcfa * 3 mois/ménage
III. Cible Résilience						
Caractéristiques Cibles	Sévères	Modérées	Cible Total	Ménage		
Cible Résilience = 50% des populations en insécurité alimentaire Modérée		1 119 362	1 119 362	159 909		10 000 FCFA / mois par ménage pendant 24 mois
IV. Cible Vente à prix modéré de céréales						
Caractéristiques Cibles	Sévères	Modérées	Cible Total	Ménage	Quantité (T)	
Cible VPM =50% des populations en insécurité alimentaire Modérée		1 119 362	1 119 362	159 909	79 954	100 kg /ménage / mois sur 8 mois

V. Cible Populations victimes chocs et catastrophes						
Caractéristiques Cibles	Sévères	Modérées	Cible Total	Ménage		
Réfugiés, Retournés Diffa, Tahoua, Tillabéri	163 540		163 540	23 363	28 035	100 kg /ménage et / mois / 12 mois
Réfugiés, Retournés Diffa, Tahoua, Tillabéri	147 000		147 000	21 000		Kits appui réfugiés, déplacés (NFI, AA)
Personnes déplacées internes, potentiellement en cas de choc dans zone frontalière avec le Mali (Nord Tillabéry et Nord Tahoua)	45 000		45 000	6 429	2 333	100 kg /ménage / mois sur 3 mois, + kit nutrition + kits NFI RRM
Victimes inondations	154 000		154 000	22 000		kits inondation sur 3 mois
Autres Migrants Nigériens et rapatriés Nigériens, victimes conflits communautaires, incendies...	133 000		133 000	19 000		100 kg /ménage et / mois / 2 mois
Elèves cantines scolaires zones extrêmement vulnérables	152 916		152 916			817 écoles
VI. Cible Vente à prix modéré d'aliment bétail						
Stock de sécurité aliment bétail (24°000 tonnes)	560 000		560 000	80 000	24 000	280 000 Fcfa / tonne 300 kg d'AB / ménages
VII. DGC Semences pluviales (kit complet)						
Semences pluviales sur les zones déficitaires en production				1 265 667	18 985	821 332 Fcfa / tonne 15kg / ménage

III. DESCRIPTION DU PLAN DE SOUTIEN 2018

Le plan de soutien est élaboré par le gouvernement du Niger sous le lead de la CCA avec la participation technique des différentes cellules du Dispositif et de ses partenaires.

Il détermine les besoins de réponse des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire après une analyse conjointe de la situation alimentaire, pastorale et nutritionnelle.

Il évalue aussi le nombre estimé de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire et facilite d'une part la planification conjointe des interventions prévues par l'Etat et par ses Partenaires et d'autre part le plaidoyer et la mobilisation des ressources.

Il couvre la période de **janvier à décembre 2018** et sera **actualisé** en fonction de l'évolution de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale confirmée par les services techniques sous la coordination de la CC/SAP après une analyse des données disponibles.

Au-delà de l'analyse des besoins et de l'organisation de la réponse, le plan de soutien est un véritable outil de plaidoyer nécessaire pour la mobilisation des ressources techniques et financières nécessaires pour la mise en œuvre des réponses.

3.1 OBJECTIFS ET RESULTATS

L'objectif global du plan est de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables et groupes cibles affectés par les facteurs de risque humanitaire à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire et de protection de leurs moyens d'existence.

3.1.1 Les objectifs spécifiques de ce plan de soutien sont :

- OS1. Améliorer l'accès aux aliments pour les ménages vulnérables
- OS2. Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité liée à la malnutrition
- OS3. Protéger et réhabiliter les moyens d'existence des ménages vulnérables

3.1.2 Les Résultats attendus sont :

- R1. L'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés des populations cibles est amélioré,
- R2. La prise en charge des enfants malnutris est renforcée,
- R3. Les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et/ou catastrophes naturelles sont protégés et réhabilités,
- R4. Les instruments de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et crises alimentaires sont performants,
- R5. Les facteurs de risques humanitaires et les réponses mises en œuvre sont connus, suivis et gérés aux niveaux local, régional et national.

3.2 ACTIVITES PRIORITAIRES RETENUES

Les principales actions de prévention (pré soudure), d'urgences (soudure) et de résilience / réhabilitation programmées dans ce plan de soutien ont été formulées en réponse aux besoins des populations vulnérables attendues cette année. Elles correspondent aux modalités d'intervention suivantes :

- Opérations de Cash et / ou Food For Work.
- Distribution Gratuite Ciblée de vivres ou d'argent et / ou Transferts d'argent inconditionnel
- Vente à Prix Modérée des céréales
- Alimentation scolaire
- Prévention nutritionnelle auprès des enfants de 6 – 23 mois, des femmes enceintes et allaitantes ayant un enfant de moins de 6 mois (Blanket Feeding)
- Prise en charge nutritionnelle des enfants âgés de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë
- Prévention des cas de rechute des enfants malnutris aigus sévère
- Appuis aux producteurs de cultures pluviales en semences améliorées
- Appuis à la disponibilité alimentaire et à la sécurité sanitaire du cheptel
- Appuis aux populations victimes de catastrophes naturelles
- Appuis aux personnes déplacées (rapatriés, refoulés, réfugiés, retournés, déplacés internes et migrants)
- Reconstitution de réserves en vivres (stocks nationaux) à travers des achats locaux auprès des petits producteurs et des achats par appel d'offre national
- Lutte préventive contre le Criquet pèlerin
- Renforcement des systèmes d'information sur la situation alimentaire, nutritionnelle et de veille pastorale
- Renforcement des capacités de Coordination nationale des activités
- Suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan de soutien

Avec cette planification par modalité d'intervention, certains ménages pourront être bénéficiaires de plusieurs appuis. Dans ce cadre, la coordination des interventions et le partage d'information entre les acteurs seront soutenus par le Dispositif lors des différents exercices de planification et de coordination prévus.

La plus part de ces activités devront être renforcées par des interventions complémentaires à l'image des actions de sensibilisation des bonnes pratiques essentielles dans le domaine de la nutrition par exemple.

IV. LES ACTIVITES PRIORITAIRES

Pour toutes les activités décrites ci-après, une note de cadrage rédigée par la CCA et disponible à l'endroit des acteurs détaillera les mécanismes de coordination thématiques, les modalités opérationnelles de mise en œuvre, les normes recommandées en matière de contenu de la réponse (montant, calendrier, orientations...), les activités couplées à encourager telles que celles liées à l'Assistance Alimentaire / Nutrition.

A1. Organiser des opérations de Food For Work.

Objectifs : Lutter contre la vulnérabilité alimentaire, fixer les populations susceptibles de partir en exode et protéger les moyens d'existence.

Description : l'opération se matérialise à travers la réalisation de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) contre une distribution de ration alimentaire aux ménages participant aux activités de HIMO équivalant aux besoins d'un ménage pour un mois.

Cette modalité de distribution de vivres est adaptée dans les localités où les marchés ne permettent pas une acquisition suffisante de vivres pour les ménages (faibles approvisionnement, hausse des prix...), ce qui nécessite une bonne connaissance des prix des denrées sur les marchés et une bonne connaissance du fonctionnement des marchés. Cette modalité de distribution de vivres contre un travail est engagée en fonction des analyses de marché faites par les acteurs.

Les résultats de ces analyses devront être partagés auprès de l'ensemble des acteurs du domaine.

Certains acteurs comme le PAM assurent une réponse en vivres par un équivalent alimentaire (céréales, légumineuses, huile) évalué à 32 500 FCFA par ménage de 7 personnes pendant 25 jours.

La ration journalière est de 350 g de céréale, 120 g de légumineuse, 35 g d'huile, 50 g de super céréales et 5 g de sel par personne (1 personne/ménage en général), pour 25 jours de travaux 61,25 kg de céréale, 21 kg de légumineuse, 6,125 kg d'huile, 8,75 kg de super céréales et 0,875 kg de sel.

Cible qualité : Les populations en insécurité alimentaire sévère sont les cibles prioritaires avec parmi elles les ménages très pauvres et pauvres, vulnérables ou encore les personnes sinistrées par les catastrophes.

Cette modalité concerne en moyenne une seule personne par ménage.

Les ménages les plus vulnérables ciblés sans bras valides¹ ou situés dans les zones de conflit (cas de Bosso et N'Guigmi à Diffa par exemple) sont assistés à travers des distributions inconditionnelles.

¹ Une proportion de 10% au maximum des participants sera considérée.

Cible nombre : 20% de la cible totale des populations en insécurité Alimentaire Sévère du plan de soutien 2018, **203 950 personnes soit 29 136 ménages.**

Localisation : zones extrêmement et moyennement vulnérables.

Période et Durée de l'opération : Janvier–Mai et Octobre-Décembre (période « hors soudure »). Cependant, il est possible aujourd'hui de proposer aux bénéficiaires ce type d'activité en période de soudure selon la nature des activités planifiées.

Budget/montant de l'opération : **2 622 276 000 Fcfa**

Partenaires de mise en œuvre et perspectives : PAM, CFS, ONG et autres.

Dans le cadre des financements affiliés au Dispositif ou de fonds publics, la mise en œuvre technique est confiée aux ONG, Communes et aux CSR/PGCCA selon des modalités définies dans la note de cadrage de l'opération qui précise les modalités de planification, de mise en œuvre et de suivi/évaluation des opérations.

Dans la mesure des possibilités, le Dispositif soutient la mise en œuvre d'actions de pérennisation de ces opérations effectuées en rapport avec certains partenaires techniques comme le RECA, le Code Rural etc.

Priorités opérationnelles : Les activités envisagées devront correspondre à celles déjà planifiées dans le Plan de développement Communal (PDC). Le cas échéant, l'accord écrit de la commune dans laquelle les activités se déroulent est un préalable.

Pour assurer la pérennisation des ouvrages réalisés dans le cadre du FFW, les populations locales bénéficiaires et les communes concernées seront dorénavant associés et responsabilisés à la conception, la mise en œuvre et la mise en valeur des ouvrages réalisés.

Les ministères techniques du secteur rural doivent être fortement impliqués et responsabilisés dans l'appui conseil, le contrôle qualité, le suivi et la mise en œuvre de certaines activités.

A2. Organiser des opérations de Cash For Work.

Objectifs : Lutter contre la vulnérabilité alimentaire, fixer les populations susceptibles de partir en exode et protéger les moyens d'existence.

Description : l'opération se matérialise à travers la réalisation de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). En contrepartie, le participant est rémunéré sur une base de 1300 FCFA/J/personne pendant une période de 25 jours (soit 32 500 FCFA/mois/personne).

Cette modalité de distribution de cash est adaptée dans les localités où les marchés permettent une acquisition suffisante de vivres pour les ménages (bon approvisionnement, prix accessibles...), ce qui nécessite une bonne connaissance des prix des denrées sur le marché et une bonne connaissance du fonctionnement des marchés.

Cette modalité de distribution de cash contre travail est engagée après une analyse fine du marché faite par les acteurs.

Les résultats de ces analyses devront être partagés auprès de l'ensemble des acteurs.

Cible qualité : Les populations en insécurité alimentaire sévère sont les cibles prioritaires avec parmi elles les ménages très pauvres et pauvres, vulnérables ou encore les personnes sinistrées par les catastrophes. Cette modalité concerne en moyenne une personne par ménage.

Les ménages les plus vulnérables ciblés sans bras valides² ou situés dans les zones de conflit (cas de Bosso et N’Guigmi à Diffa par exemple) sont assistés à travers des distributions inconditionnelles.

Cible nombre : 80% de la cible totale des populations en insécurité Alimentaire Sévère du plan de soutien 2018, **815 822 personnes soit 116 546 ménages.**

Localisation : zones extrêmement et moyennement vulnérables.

Période et Durée de l’opération : Janvier–Mai et Octobre-Décembre (période « hors soudure »). Cependant, il est possible aujourd’hui de proposer aux bénéficiaires ce type d’activité en période de soudure selon la nature des activités planifiées.

Budget/montant de l’opération : 16 730 551 500 Fcfa

Partenaires de mise en œuvre et perspectives : CCA, PAM, CFS, ONG et autres.

Dans le cadre des financements affiliés au Dispositif ou de fonds publics, la mise en œuvre technique est confiée aux ONG, Communes et aux CSR/PGCCA selon des modalités définies dans la note de cadrage de l’opération qui précise les modalités de planification, de mise en œuvre et de suivi/évaluation des opérations.

Dans la mesure des possibilités, le Dispositif soutient la mise en œuvre d’actions de pérennisation de ces opérations effectuées en rapport avec certains partenaires techniques comme le RECA, le Code Rural etc.

La note de cadrage qui détaille les modalités opérationnelles de cette intervention est actualisée chaque année. L’objectif étant de renforcer la cohérence des méthodologies de ciblage de l’opération conduit par les différents opérateurs (CCA, CFS, PAM, ONG...), l’organisation des distributions, la conduite des travaux...

Priorités opérationnelles : Les activités envisagées devront correspondre à celles déjà planifiées dans le Plan de développement Communal (PDC). Le cas échéant, l’accord écrit de la commune dans laquelle les activités se déroulent est un préalable.

Pour assurer la pérennisation des ouvrages réalisés dans le cadre du CFW, les populations locales bénéficiaires et les communes concernées seront dorénavant associés et responsabilisés à la conception, la mise en œuvre et la mise en valeur des ouvrages réalisés.

Les ministères techniques du secteur rural doivent être fortement impliqués et responsabilisés dans l’appui conseil, le contrôle qualité, le suivi et la mise en œuvre de certaines activités.

² Une proportion de 10% au maximum des participants sera considérée.

A3. Organiser les transferts d'argent inconditionnel pour les programmes de résilience et de filets sociaux

Objectifs : Lutter sur du plus long terme contre la vulnérabilité alimentaire chronique, garantir aux populations vulnérables une source de revenu minimale pour leur permettre d'améliorer leurs accès à la nourriture et initier des investissements productifs et en capital humain capables de protéger et d'étendre leurs moyens d'existence.

Description : Les montants et mécanismes de transferts monétaires varient d'un acteur à un autre. Pour la Cellule Filets Sociaux du DNP-GCA, une distribution de 10 000 FCFA/mois/ménage est assurée chaque mois pendant 2 ans. C'est norme a été retenue pour la budgétisation de l'intervention.

Compte tenu de la multiplicité des acteurs sur la résilience, le mode de transfert (conditionnel et inconditionnel), les modalités (cash ou vivres) et le montant de transfert varient d'un partenaire à un autre, surtout en fonction de la durée de l'assistance. Les réflexions à venir concernant la définition d'un cadre stratégique d'intervention en matière de filets sociaux viendront étayer les bonnes pratiques à retenir.

Cible qualité : Les personnes en insécurité alimentaire sévère pendant les premiers mois de l'intervention qui basculent en insécurité alimentaire modérée par la suite.

Dans le cadre du plan de soutien, on considérera donc les bénéficiaires de ces transferts étant dans la catégorie de populations en insécurité alimentaire modérée.

Cible nombre : 50% des populations en insécurité alimentaire modérée, **1 119 363 personnes** (soit 159 909 ménages).

Localisation : zones vulnérables ou les marchés sont bien approvisionnés et fonctionnels.

Durée de l'opération et dates limites : Janvier - Décembre 2018

Budget/montant de l'opération : **18 389 535 000 CFA** tenant compte du montant injecté et du coût de la mise en œuvre (15%)

Partenaires de mise en œuvre : Cellule Filets Sociaux et ses partenaires de mise en œuvre (Taanadi, YARDA, AGIYA, Banque Atlantique...), PAM / PRRO, ONG et autres partenaires...

A4. Organiser la Distribution Gratuite Ciblée de Vivres pendant la période soudure

Objectifs : Lutter contre la vulnérabilité alimentaire et protéger les moyens d'existence tout en favorisant l'accès alimentaire aux ménages en insécurité alimentaire sévère, aux réfugiés, aux retournés et aux déplacés internes pendant la période de soudure

Description : Distribution de **48 928 tonnes** de céréales et de légumineuses correspondant à une ration complète équivalent à 100³ kg de céréales, de légumineuse et d'huile par ménage

³ Rappelons que pour le PAM, la ration alimentaire journalière par personne en vivres est de 350 g de céréale, 120 g de légumineuse, 35 g d'huile, 50 g de super cereal et 5 g de sel ; et pour le cash, le montant journalier est de 1 300 F.CFA par ménage / jour.

et par mois (au prorata du nombre de personnes) pendant la période de soudure (3 mois, de juin à aout 2018).

Cible qualité : les personnes en insécurité alimentaire sévère, les réfugiés, les retournés, les déplacés internes.

Cible nombre : **1 141 659 personnes** (163 094 ménages correspondant à 80 % des populations Insécurité Alimentaire Sévère retenues pour la période de soudure).

Localisation : zones extrêmement vulnérables où les marchés peuvent être moins bien approvisionnés ou à des prix élevés, zones inondées, zones accueillant les réfugiés, refoulées, rapatriées et migrants.

Durée de l'opération et dates limites : Juin- Aout 2018

Budget/montant de l'opération : **2 446 412 571 FCFA** correspondant au coût de la mise en œuvre (forfait de 20% du montant total des achats).

Partenaires de mise en œuvre : CCA, PAM, CICR, MAH/GC, ONG, autres acteurs.

Priorités opérationnelles : Le ciblage des bénéficiaires se fera en étroite collaboration avec les structures déconcentrées du DNP-GCA, les Comités Régionaux, les Comités Sous Régionaux, les Communes et les Communautés bénéficiaires.

Comme en 2017, les activités de ciblage seront anticipées et mise en œuvre dès le mois de mai pour faciliter ensuite l'organisation des opérations.

A l'image du projet pilote de distribution de farines fortifiées de la CCA sur les régions de Diffa et de Zinder auprès des bénéficiaires de l'opération de DGC, une complémentarité sera recherchée entre les interventions de prévention de la malnutrition et les interventions de distributions gratuites de vivres. Ces mêmes opérations de DGC pourront être consolidées par d'autres activités comme la sensibilisation aux pratiques essentielles par exemple.

A5. Organiser la Distribution Gratuite Ciblée de Cash pendant la période soudure

Objectifs : Lutter contre la vulnérabilité alimentaire et protéger les moyens d'existence tout en favorisant l'accès alimentaire aux ménages en insécurité alimentaire sévère, aux réfugiés, aux retournés et aux déplacés internes pendant la période de soudure.

Description : Distribution de 32 500 FCFA/ménage/mois pendant 3 mois aux ménages ciblés par les opérations de cash. Ce montant correspondant à une ration complète équivalent à 100 kg de céréales, de légumineuse et d'huile par ménage et par mois (au prorata du nombre de personnes) pendant la période de soudure (3 mois, de juin à aout 2018).

Cible qualité : les personnes en insécurité alimentaire sévère, les réfugiés, les retournés, les déplacés internes.

Cible nombre : **285 415 personnes** (40 774 ménages correspondant à 20 % des populations Insécurité Alimentaire Sévère retenues pour la période de soudure).

Localisation : zones extrêmement vulnérables où les marchés peuvent être moins bien approvisionnés ou à des prix élevés, zones inondées, zones accueillant les réfugiés, refoulés, rapatriés et migrants.

Durée de l'opération et dates limites : Juin- Aout 2018

Budget/montant de l'opération : **3 975 465 000 FCFA** correspondant aux transferts monétaires distribués aux bénéficiaires et **596 319 750 FCFA** correspondant aux coûts de la mise en œuvre (forfait de 15% du montant total des transferts).

Partenaires de mise en œuvre : CCA, PAM, CICR ONG, autres acteurs

Priorités opérationnelles : Le ciblage des bénéficiaires se fera en étroite collaboration avec les structures déconcentrées du DNP-GCA, les Comités Régionaux, les Comités Sous Régionaux, les Communes et les Communautés bénéficiaires.

A l'image du projet pilote de distribution de farines fortifiées de la CCA sur les régions de Diffa et de Zinder auprès des bénéficiaires de l'opération de DGC, une complémentarité sera recherchée entre les interventions de prévention de la malnutrition et les interventions de Transferts d'argent inconditionnel. Les opérations de DGC cash pourront être consolidées par d'autres activités comme la sensibilisation aux pratiques essentielles par exemple.

A6. Organiser le suivi évaluation des activités de réponse

Cette activité se traduit par la mise en œuvre d'enquête Post Distribution Monitoring que le Dispositif se doit de programmer pour répondre au besoin de vérifier l'impact de ses opérations de DGC.

Pour ce faire, deux PDM seront organisés avec une forte implication des structures du dispositif en vue d'internaliser le processus.

Un budget de 50 000 000 FCFA par enquête est planifié soit un montant total de l'opération de **100 000 000 FCFA**.

Durée de l'opération et dates limites : Juin- octobre 2018

A7. Organiser la Vente à Prix Modérée des Céréales

Objectif : Permettre aux ménages en insécurité alimentaire modérés d'accéder plus facilement aux céréales.

Description : Les ventes à prix modérés se font à l'unité de mesure locale (2,5kg) et s'étalent dans le temps afin de favoriser une régulation des prix sur les marchés. Le prix de vente est établi à 13.000 FCFA le sac de céréales de 100 kg, au moins **80 000 tonnes de céréales** seront nécessaires en 2018 pour cette opération organisée en plusieurs phases de février à septembre 2018.

Cible qualité : Les populations en insécurité alimentaire modérée.

Cible nombre : **1 119 362 personnes** (159 909 ménages) correspondant à 50% des ménages en insécurité alimentaire modérée.

Localisation : zones extrêmement et moyennement vulnérables.

Durée de l'opération et dates limites : Février- septembre 2018.

Budget/montant de l'opération (coût du suivi pour cette opération) : **1 720 000 000 FCFA**

Partenaires de mise en œuvre : CCA, OPVN, CR, CSR, Communes.

Priorités opérationnelles : Les céréales prévues pour chacune des zones seront placées par OPVN jusqu'au niveau des communes. Des transporteurs privés commis par les comités sous régionaux et les maires assurent les transferts des stocks vers des centres secondaires de vente. La mise en place des céréales dans ces centres secondaires se fera sous la supervision des comités régionaux et sous régionaux des zones concernées qui pourront en cas de besoin faire des réaffectations de stocks vers d'autres zones en fonction de l'évolution de la situation alimentaire du moment.

Des comités de vente seront mis en place dans les communes et regrouperont les représentants des autorités municipales, coutumières, les services techniques et les représentants de la société civile.

A8. Renforcer l'alimentation scolaire

Objectif : permettre aux enfants des écoles des zones en insécurité alimentaire sévère de poursuivre leur cycle scolaire

Description : distribution de **8 691 tonnes de céréales** et de denrées composantes de la ration des élèves (mil, riz, haricot, huile, sel, sucre) sous forme de rations sèches aux élèves du primaire en raison de 500 grammes par élève et jour pendant 5 mois.

Pour des acteurs comme le PAM, la ration journalière par enfant au niveau des cantines scolaires en zone nomade est de 295 g de céréale, 70 g de légumineuse, 40 g d'huile, 80 g de supercéréale et 7 g de sel.

Localisation : écoles à cantines situées dans les zones extrêmement vulnérables

Cible qualité : élèves des établissements primaires à cantines dans les zones vulnérables

Cible quantité : **152 916 élèves**

Durée de l'opération et dates limites : février- juin 2018.

Budget/montant de l'opération : **3 326 580 738 FCFA** pour l'achat et le transport des vivres et **665 316 148 FCFA** pour la mise en œuvre de l'opération (20% des coûts d'achats et de transport) soit un total **4 770 558 000 FCFA** équivalent à 548 900 FCFA la tonne.

Partenaires de mise en œuvre : CCA, Ministère de l'éducation, ONGs, PAM, MAHGC...

Priorités opérationnelles : Les opérations d'appui aux cantines scolaires sont préconisées dans les zones extrêmement et moyennement vulnérables. Les zones pastorales sujettes à la déscolarisation des enfants en période de soudure pastorale (avril-mai-juin) sera particulièrement visée.

Le ciblage des bénéficiaires se fera en étroite collaboration avec les services de l'Education Nationale. Les opérations seront confiées aux ONG et aux CSR.

Une complémentarité géographique et temporelle avec les activités de DGC et de distribution d'aliment bétail sera recherchée lors de la mise en œuvre de ces opérations d'appui aux cantines scolaires.

A9. Prévention nutritionnelle auprès des enfants de 6 – 23 mois vivant dans les ménages très pauvres des communes vulnérables

Objectifs : prévenir la malnutrition aigue

Description : La ration est de 200 g /enfant / jour de super céréales plus (CSB++) pendant trois mois pour les enfants vivant dans les ménages très pauvres.

Cible qualité : Enfants de 6 à 23 mois de moins de 6 mois de ménages très pauvres

Cible nombre : 43 078 enfants du Niger.

Localisation : zones vulnérables

Durée de l'opération : de Juillet à Septembre 2018

Budget/montant de l'opération : 1 055 888 304 CFA

Partenaires de mise en œuvre : Ministère de la santé en partenariat avec PAM, l'UNICEF, la CCA et les ONG nationales et internationales

Pour la CCA, il est important que son projet pilote de distribution de farines fortifiées mis en œuvre dans le cadre de la Distribution Gratuite Ciblée de céréales dans les régions de Diffa et de Zinder puisse être davantage valorisé et développé pour une plus large mise à l'échelle.

Dans ce cadre, une complémentarité sera toujours recherchée entre les interventions de prévention de la malnutrition et les interventions d'assistance alimentaire, qu'elles soient conditionnelles ou inconditionnelles. Toutes ces opérations devront aussi être consolidées par d'autres activités comme la sensibilisation aux pratiques essentielles.

Dans ce sens, la création de passerelles opérationnelles et institutionnelles entre les structures responsables de l'assistance alimentaire et celles responsables de la nutrition sera encouragée.

A10. Prévention nutritionnelle auprès des enfants de 6 – 23 mois enfants de populations réfugiées nigériens de Diffa

Objectifs : prévenir la malnutrition aigue

Description : La ration est de 200 g /enfant / jour de super céréales plus (CSB++) pendant trois mois pour les enfants vivant dans les ménages très pauvres des ménages vulnérables.

Cible qualité : Enfants de 6 à 23 mois de moins de 6 mois de ménages très pauvres

Cible nombre : **23 750 enfants** réfugiés de Diffa

Localisation : zones vulnérables, campements de réfugiés, Diffa

Durée de l'opération : de Juillet à Septembre 2018

Budget/montant de l'opération : **1 602 847 125 CFA**

Partenaires de mise en œuvre : Ministère de la santé en partenariat avec PAM, l'UNICEF, la CCA et les ONG nationales et internationales

A11. Prise en charge nutritionnelle des enfants âgés de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS).

Objectifs : Renforcer la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère.

Description : Les actions de prise en charge couvrent le dépistage actif et systématique, le référencement des cas, l'approvisionnement et la distribution des intrants thérapeutiques essentiels à la prise en charge des cas de malnutrition aiguë, le renforcement de capacité de prestataires de service et l'assurance qualité des soins.

Cible qualité : Enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et allaitantes.

Cible: **380 166 enfants** qui auront besoin d'une assistance nutritionnelle dans le cadre de la lutte contre la malnutrition aiguë sévère

Localisation : Dans 2369 structures de santé (hôpitaux, centres de santé intégré et cases de santé).

Durée de l'opération et dates limites : janvier- décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : Le montant prévisionnel est de **20 909 130 000 FCFA** pour la prise en charge des cas de MAS avec et sans complications médicales.

Partenaires de mise en œuvre : Les entités responsables de la mise en œuvre de ces activités sont la Direction de la Nutrition (DN) du Ministère de la Santé Publique (MSP) avec l'appui de l'UNICEF, du PAM, de l'UNHCR, l'OMS, de USAID et l'ensemble des ONGs partenaires.

Remarques : Cette activité est accompagnée d'un volet de prévention comprenant les activités de Communication (information, éducation et changement de comportements et pratiques) de la promotion des Pratiques Familiales Essentielles (PFE) et de la promotion de

l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants dans les centres de prise en charge visant à réduire l'incidence des nouveaux cas.

A12. Prise en charge nutritionnelle des enfants âgés de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë Modérée (MAM).

Objectifs : Renforcer la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée.

Description : Les actions de prise en charge couvrent le dépistage actif et systématique, le référencement des cas, l'approvisionnement et la distribution des intrants thérapeutiques essentiels à la prise en charge des cas de malnutrition aiguë, le renforcement de capacité de prestataires de service et l'assurance qualité des soins.

Cible qualité : Enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et allaitantes.

Cible: 498 750 enfants qui auront besoin d'une assistance nutritionnelle dans le cadre de la lutte contre la malnutrition aiguë modérée

Localisation : Dans 2369 structures de santé (hôpitaux, centres de santé intégré et cases de santé).

Durée de l'opération et dates limites : janvier- décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : Le montant prévisionnel est de **8 617 402 500 FCFA** pour la prise en charge des cas de MAM.

Partenaires de mise en œuvre : Les entités responsables de la mise en œuvre de ces activités sont la Direction de la Nutrition (DN) du Ministère de la Santé Publique (MSP) avec l'appui de l'UNICEF, du PAM, de l'UNHCR, l'OMS, de USAID et l'ensemble des ONGs partenaires.

Remarques : Cette activité est accompagnée d'un volet de prévention comprenant les activités de Communication (information, éducation et changement de comportements et pratiques) de la promotion des Pratiques Familiales Essentielles (PFE) et de la promotion de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants dans les centres de prise en charge visant à réduire l'incidence des nouveaux cas.

A13. Distribuer des rations alimentaires complémentaires pour les femmes enceintes et allaitantes (FEFA)

Objectif : réduire de façon significative le taux d'abandon dans les CRENI

Description : Appui alimentaire dans les CRENI avec 3 repas journaliers. Cette intervention contribue à réduire de façon significative le taux d'abandon dans les CRENI puisqu'elle facilite le séjour aux mères qui accompagnent leurs enfants.

Cible qualité : Mères accompagnantes dans les CRENI.

Cible nombre 171 150 mères accompagnantes des enfants

Localisation : dans 46 Centres de récupération nutritionnelle Intensive (CRENI).

Durée de l'opération et dates limites : de janvier à décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : 8 227 522 800 FCFA.

Partenaires de mise en œuvre : MSP, PAM et ONGs

A14. Organiser la distribution de rations alimentaires pour les mères accompagnantes dans les CRENI

Objectif : réduire de façon significative le taux d'abandon dans les CRENI

Description : Appui alimentaire dans les CRENI avec 3 repas journaliers. Cette intervention contribue à réduire de façon significative le taux d'abandon dans les CRENI puisqu'elle facilite le séjour aux mères qui accompagnent leurs enfants.

Cible qualité : Mères accompagnantes dans les CRENI.

Cible nombre : 77 424 mères accompagnantes des enfants

Localisation : dans 46 Centres de récupération nutritionnelle Intensive (CRENI).

Durée de l'opération et dates limites : de janvier à décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : 695 499 792 FCFA.

Partenaires de mise en œuvre : MSP, PAM et ONGs

A15. Appuyer les producteurs de cultures pluviales des zones vulnérables en semences de qualité de variétés améliorées

Objectifs : appuyer les producteurs en intrants de qualité au cours de la saison pluviale 2018.

Description : distribuer des kits de semences (10 kg de céréales, 5 kg de niébé soit 15kg/kit) dans les zones déficitaires à plus de 50%. Le tonnage prévu est **de 18 985 tonnes, soit 1 265 667 kits.**

Cible qualité : 1 265 667 ménages vulnérables issus des villages déficitaires (75% des ménages ruraux des zones vulnérables).

Localisation : villages déficitaires à plus 50% situés dans les zones vulnérables

Durée de l'opération et dates limites : mars–Juin 2018.

Budget/montant de l'opération 15 593 000 000 FCFA (12 320 FCFA/kit et par ménage)

Partenaires de mise en œuvre : CCA, Ministère de l'Agriculture, FAO, et ONGs.

A16. Renforcer la disponibilité en aliments pour bétail du cheptel

Objectifs : Renforcer la disponibilité en aliments bétail pour protéger les moyens d'existence des éleveurs

Description : ventes à prix modérés de **24 000 tonnes** d'aliments bétail.

Cible qualité : 80 000 ménages d'éleveurs vulnérables.

Localisation : Zones de déficit fourrager important

Durée de l'opération et dates limites : Février- juin 2018.

Budget/montant de l'opération : **6 720 000 000 FCFA.** (280 000 FCFA/tonne d'AB)

Partenaires de mise en œuvre : CCA, Ministère de l'élevage, FAO, CSR et ONGs.

A17. Renforcer la sécurité sanitaire du cheptel au niveau des régions

Objectifs : Protéger le cheptel contre les maladies parasitaires endémiques et les foyers des suspicions de certaines épizooties

Description : vacciner et déparasiter le cheptel grâce à l'appui des services vétérinaires privés de proximités, achat de doses de vaccins.

Cible qualité : Cheptel concentré dans les zones de foyers de suspicions et d'épizooties

Localisation : Zones à risque sanitaire (de foyers de suspicions et d'épizooties).

Durée de l'opération et dates limites : Janvier à Décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : **362 500 000 FCFA.**

Partenaires de mise en œuvre : Ministère de l'élevage, FAO, OPE et ONGs

A18. Appui aux populations victimes des inondations

Objectifs : **Soutenir les populations victimes d'inondation en 2018**

Description : La prise en charge des besoins alimentaires des personnes victimes d'inondations sera réalisée à travers la mise en œuvre de distributions gratuites de vivres et de non vivres. Les objectifs de ces opérations conduites par le MAHGC se traduisent comme suit :

- Apporter une assistance alimentaire aux victimes ;
- Apporter une assistance en bien non alimentaire (NFI) aux victimes ;
- Poursuivre le programme de relogement des ménages situés dans des zones inondables
- Apporter une assistance en Abris d'urgence aux victimes ;

Pour ce qui est des vivres, **une dotation en vivres pour 22 000 ménages** a été planifiée pour être distribuée lors d'une intervention d'urgence qui devrait permettre la couverture des besoins alimentaires des ménages pendant un mois.

Pour ce qui est de non vivres, une assistance en NFI et Abris d'urgences sera apportés aux populations sinistrées avec la poursuite d'un programme de relogement.

Ensuite, il s'agira de poursuivre l'assistance avec les autres modalités déjà planifiées (DGC, cash conditionnel et /ou inconditionnel).

Cible qualité : populations victimes d'inondation ayant perdu leurs biens et leurs capacités productives

Cible nombre : 22 000 ménages soit 154 000 personnes

Localisation : Zones inondées

Durée de l'opération et dates limites : juin- décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : 2 573 000 000 FCFA.

Partenaires de mise en œuvre : MAH/GC, DNP/GCA, Ministères techniques et partenaires

A19. Appui aux populations réfugiées

Objectifs : Soutenir les populations réfugiées en 2018

Description : La prise en charge des besoins alimentaires des personnes réfugiées et déplacées sera réalisée à travers la mise en œuvre d'une série d'opérations conduites par le MAHGC qui se traduisent comme suit :

- Apporter une assistance alimentaire d'urgence ;
- Apporter une assistance en kits
- Apporter une assistance en kit Abris

Cible nombre : 21 000 ménages en moyenne par opération soit 147 000 personnes

Localisation : Zones de conflits, de déplacements de population

Durée de l'opération et dates limites : juin- décembre 2018⁴.

Budget/montant de l'opération : 4 553 300 000 FCFA.

Partenaires de mise en œuvre : MAH/GC, DNP/GCA, Ministères techniques et partenaires

A20. Appui aux Populations Déplacées Interne du nord Tillabéri et nord Tahoua

Objectifs : Soutenir les Personnes Déplacées Internes (PDI) du nord Tillabéri et nord Tahoua potentiellement impactées par la situation sécuritaire.

Description : Suite au ratissage enclenché par les Forces de Défense et de Sécurité (Nigériennes, G5 Sahel et Internationales), et aussi à cause de l'insécurité résiduelle tout long de la zone frontalière avec le Mali, les populations de la zone auront besoin d'une assistance alimentaire et non alimentaire d'urgence dès que les mouvements de populations auront atteint le seuil requis pour déclencher la réponse. Déclenchement engagé sur la base d'évaluations multisectorielles des besoins ;

Une planification est en cours dans le cadre du RRM « Mécanismes de Réponses Rapides ».

Cible nombre potentielle : 45 000 Personnes Déplacées Internes

⁴ Pour le PAM, la prise en charge des personnes réfugiées et retournées ciblées est sur toute l'année ; et l'assistance alimentaire est toujours combinée à la prévention de la malnutrition des enfants 6-23 mois.

Localisation : Nord Tillabéri et Nord Tahoua, zone de déplacements de population

Durée de l'opération et dates limites : période possible de février à décembre 2018 avec une intervention de 3 mois.

Budget/montant de l'opération : 1 727 338 555 FCFA

Partenaires de mise en œuvre : MAH/GC, DNP/GCA, Ministères techniques et partenaires, ECHO, UNICEF, PAM, OCHA et les ONG concernées (ACTED, DRC, IRC et ACF) ayant une expérience capitalisée dans le cadre de l'opération d'urgence de Diffa.

A21. Protéger et assister les personnes victimes d'autres chocs (violences intercommunautaires, incendies, refoulés...)

Objectifs : Soutenir les personnes victimes de violence intercommunautaires et/ou incendies et les personnes refoulées.

Description : il s'agira de venir en appui aux ménages victimes de conflits communautaires et d'incendies, des personnes refoulées, avec une assistance en vivres, non vivres et abris.

Population cible : Les personnes victimes des violences intercommunautaires et d'incendies, refoulées

Nombre : 19 000 ménages de 133 000 personnes

Localisation : Divers sites de conflit intercommunautaire et d'occurrences d'incendies, lieux d'accueils des personnes refoulées.

Durée de l'opération et dates limites ; Janvier à décembre 2018

Budget/montant de l'opération : 1 034 900 000 FCFA (54°468 FCFA/ménage)

Partenaires de mise en œuvre : MAH/GC, DNP/GCA, HCR, OIM, UNICEF, CICR, etc.

A22. Renforcer les capacités de constitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (SNS Céréales)

Objectifs : Reconstituer le Stock National de Sécurité (SNS) en céréales à travers des achats locaux (10.000 tonnes) et des achats par appel d'offre (25.000 tonnes) soit **35 000 tonnes**.

L'objectif est de mobiliser **50.000 tonnes** de vivres pour faire face aux besoins d'assistance alimentaire. Environ 12.500 tonnes de céréales sont actuellement disponibles en stocks.

Budget/montant de l'opération : 8 750 000 000 FCFA (soit un forfait de 250 000 FCFA la tonne) pour acquérir 35.000 tonnes de céréales

Durée de l'opération et dates limites : Janvier - Mai 2018

Concernant les achats locaux auprès des petits producteurs, l'activité mise en œuvre par la CCA et ses partenaires depuis 2015 dans le cadre de la **Stratégie Nationale d'Achats Locaux d'Aliments auprès des Petits Producteurs**, appuyée par le HCl3N, sera reconduite et renforcée avec une prise en compte des expériences passées et le maintien d'un haut niveau de concertation entre acteurs.

A23. Renforcer les capacités de constitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (SNS légumineuses)

Objectifs : Renforcer et diversifier la composition du Stock National de Sécurité (SNS) par l'achat de **2 500 tonnes** de niébé (achats par appel d'offre ouvert).

Comme en 2017, le panier alimentaire distribué à 50 000 bénéficiaires lors de la DGC par la CCA va évoluer et sera complété par une distribution de légumineuses (niébé).

Budget/montant de l'opération : **1 250 000 000 FCFA** (soit un forfait de 500 000 FCFA la tonne)

Durée de l'opération et dates limites : Janvier - Mai 2018

La diversification du panier alimentaire des bénéficiaires des interventions de la CCA est une activité engagée depuis 2017 à travers l'achat et la distribution de légumineuses (haricot/niébé). Cette activité a pour objectif l'amélioration énergétique de la ration alimentaire des bénéficiaires dans une proportion équivalente à 25 kg de légumineuses distribuées pour 75kg de céréales distribuées par ménage.

A24. Renforcer le stock de la réserve alimentaire et stratégique (RAS) par l'achat de céréales

Objectifs : Reconstituer la Réserve Alimentaire Stratégique (RAS) en céréales à travers des achats de **150 000 tonnes** de céréales (achats sur les marchés aux petits producteurs et par appel d'offre ouvert).

Budget/montant de l'opération : **37 500 000 000 FCFA** (soit un forfait de 250 000 FCFA la tonne)

Durée de l'opération et dates limites : Janvier - juin 2018

Partenaires de mise en œuvre : OPVN, MC/PSP

A25. Renforcer les capacités de constitution de réserves en vivres pour les partenaires (période de Soudure et hors soudure)

Objectif : Acquérir les stocks pour la mise en œuvre des opérations de distribution gratuite ciblée de vivres par les partenaires humanitaires pour la période de soudure et la période hors soudure.

Description de l'activité : Achats de **50 000 tonnes** de vivres pour la distribution pendant la soudure 2017 et pour l'assistance alimentaire pendant la période hors soudure pour les réfugiés, les retournés et les déplacés internes

Durée de l'opération et dates limites : Janvier - Mai 2018

Coût de l'opération **12 500 000 000 FCFA** (250 000 FCFA/tonne)

Partenaires de mise en œuvre : PAM, CICR, MAH/GC, ONG, autres acteurs

A26. Contribuer à la lutte préventive contre le Criquet pèlerin

Objectifs : Prévenir les menaces acridiennes.

Description : l'opération consiste à maintenir un niveau de Surveillance régulière des zones de grégarisation et de reproduction des Criquet pèlerin, de localiser et neutraliser toute présence menaçante, d'effectuer la lutte dans le strict respect de la santé humaine et de l'environnement, d'évaluer l'impact sanitaire et environnemental de la lutte chimique et de suivre et évaluer toutes les actions déroulées.

Localisation : Zones grégarigènes l'Air et du Tamesna (24 200 000 ha) ainsi que le Sahel des pâturages (au-dessus du 14ème parallèle).

Durée de l'opération et dates limites : juillet à décembre 2018

Budget/montant de l'opération : 150 000 000F CFA

Partenaires de mise en œuvre : CNLA /DGPV / DGA / FAO, ONGs

A27. Renforcer les systèmes d'information sur la situation alimentaire, nutritionnelle et de veille pastorale

Objectifs : Renforcer les systèmes d'information sur la situation alimentaire, nutritionnelle et de veille pastorale.

Description : Renforcer les dispositifs nationaux et locaux d'alerte et de veille au niveau des communes (Observatoires de suivi de la vulnérabilité) et des communautés (Systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponse aux urgences), des marchés (appui aux fonctionnements des SIMA et SIMB), et la veille nutritionnelle (sites sentinelles).

Assurer en priorité l'organisation des deux rencontres techniques annuelles et la réalisation de l'enquête sur la vulnérabilité.

Des missions d'évaluation rapide de la situation alimentaire des populations impactées par un choc soudain pourront être réalisées sous le lead de la CC/SAP.

Durée de l'opération et dates limites : Janvier à Décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : 500 000 000 FCFA.

Partenaires de mise en œuvre : SAP, PNUD, PAM, ONGs, SIMA, SIMB etc....

A28. Renforcer les capacités de coordination nationales en matière de préventions et de gestion de crises dans le cadre des interventions du plan de soutien

Objectifs : Assurer une bonne planification et coordination des activités sur le terrain

Description : L'appui à la coordination des interventions inscrites dans le Plan de soutien consistera à prendre en charge une partie des frais induits des réunions de concertations et coordination ainsi que des missions conjointes de supervision et autres actions convenues telles que les réunions périodiques avec les ONG, parties prenantes de la mise en œuvre.

Le SP/DNPGCA s'assurera la régularité du fonctionnement des Comités Régionaux et Sous Régionaux ainsi que des groupes de coordination au niveau central.

Durée de l'opération et dates limites : janvier à décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : 50.000.000 FCFA

Partenaires de mise en œuvre : SP / SAP / CCA, clusters

A29. Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan de soutien et sa visibilité

Objectifs : Assurer le suivi des activités sur le terrain / améliorer la qualité du rapportage.

Description : Pour faciliter le suivi, l'évaluation et la capitalisation des interventions planifiées dans le cadre du plan de soutien aux populations, certaines activités doivent être proposées et réalisées sous le lead du Dispositif avec l'aide financière mais également technique des acteurs et partenaires impliqués avec comme activités :

- L'élaboration d'un plan détaillé de suivi-évaluation
- La collecte, le traitement, le stockage et la diffusion des données
- L'organisation de missions conjointes de suivi et de supervision
- La réalisation d'évaluations conjointes post-actions
- L'organisation de rencontres périodiques de partage des produits (documents d'études, d'évaluation ou de missions) du système de suivi-évaluation.
- La production et diffusion de documents écrits, sonores ou audiovisuels à travers divers canaux médiatiques pour le besoin d'information des parties prenantes du Plan de Soutien (décideurs, bénéficiaires, acteurs techniques...)
- La réalisation d'études ponctuelles sur les effets enregistrés.

Durée de l'opération et dates limites : janvier à décembre 2018.

Budget/montant de l'opération : 100.000.000 FCFA.

Partenaires de mise en œuvre : SP/DNPGCA, CCA, SAP, CFS.

Le dispositif de Suivi Evaluation du plan s'appuiera au niveau régional, sous régional et communal, sur les secrétariats permanents régionaux (SPR) des comités régionaux (CR/PGCCA), les comités sous régionaux CSR/PGCCA), les Observatoires de suivi de la vulnérabilité (OSV), les systèmes communautaires d'alerte précoce et réponse d'urgence (SCAP-RU).

A30. Renforcer la capitalisation et la consolidation des données sur les interventions à travers une revue après action des interventions du plan de soutien

Objectifs : Analyser les réponses apportées aux populations assistées dans le plan de soutien 2018 en vue de capitaliser les bonnes pratiques et améliorer la mise en œuvre des activités d'atténuation de crise dans le cadre du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires.

Description : Activité mise en œuvre sous forme d’ateliers régionaux sur le terrain puis sous la forme d’un atelier national en charge de consolider et de capitaliser toutes les données.

Planification de l’opération et dates limites : Novembre-décembre 2018.

Budget/montant de l’opération : 50 000 000 FCFA.

Partenaires de mise en œuvre : SP/DNPGCA, CCA, SP, SAP, PAM, ONGs

V. BUDGET DU PLAN DE SOUTIEN 2018

Le budget total du Plan de Soutien 2018 s’élève à **181 421 909 683 FCFA**.

BUDGET PLAN DE SOUTIEN 2018

N°	Activités	Unité	Nombre/Qté	Cout Unitaire CFA	Durée (mois)	Montants (FCFA) Transfert / vivres	Montants (FCFA) Mise en œuvre	Montants (FCFA) Total	Période de mise en œuvre	Acteurs de mise en œuvre
R1	L'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés des populations cibles est amélioré							49 568 316 036		
A1	Opérations Food For Work pour 20% de la cible IAS (Achats céréales + 20% coût de mise en œuvre)	Ménage	29 136	32 500	3	2 185 230 000	437 046 000	2 622 276 000	Janvier - Juin	CCA, PAM, CFS, ONG
A2	Opérations Cash For Work pour 80% de la cible IAS (Transferts monétaires + 15% coût de mise en œuvre)	Ménage	116 546	32 500	3	11 363 196 000	1 704 479 400	13 067 675 400	Janvier - Juin	CCA, PAM, CFS, ONG
A3	Opération Transferts d'argent inconditionnel (filets sociaux / résilience) / (Transferts monétaires + 15% coût de mise en œuvre)	Ménage	159 909	10 000	10	15 990 900 000	2 398 635 000	18 389 535 000	Janvier - Décembre	CFS, PAM, ONG
A4	Opération Distribution Gratuite Ciblée de 48 928 tonnes de Vivres (20% mise en œuvre)	Ménage	163 094	Forfait	3		2 446 412 571	2 446 412 571	Juillet - Septembre	CCA, PAM, autres acteurs
A5	Opération Distribution Gratuite Ciblée de Cash (15% mise en œuvre)	Ménage	40 774	Forfait	3	3 975 465 000	596 319 750	4 571 784 750	Juillet - Septembre	CCA, PAM, autres acteurs
A6	Opération de suivi évaluation des activités de réponse (PDM)	Forfait	2	50 000 000	3			100 000 000	Juillet - Septembre	CCA, autres acteurs
A7	Opération de Vente à Prix Modéré de produits vivriers de base de 80 000 tonnes (1 720 000 000 de mise en œuvre)	forfait			5			1 720 000 000	Avril - Septembre	OPVN, CCA
A8	Renforcer l'alimentation scolaire pour 152 916 élèves en zones vulnérables (achats vivres + 20% de mise en œuvre)	Tonne	8 691	382 777	3	3 326 580 738	665 316 148	3 991 896 886	Mars - Mai	SP/DNPGCCA, CCA/PAM
A9	Assurer la supplémentation alimentaire (blanket feeding) pour les enfants de 6 – 23 mois et la supplémentation alimentaire (blanket feeding) pour les femmes allaitantes.	Enfants, FEEA	43 078	24 511	6			1 055 888 304	Janvier - Septembre	Direction Nutrition, UNICEF
A10	Assurer la supplémentation alimentaire (blanket feeding) pour les enfants de 6 – 23 mois et la supplémentation alimentaire (blanket feeding) pour les femmes allaitantes. Diffa	Enfants, FEEA	23 750	67 488	6			1 602 847 125	Janvier - Septembre	Direction Nutrition, UNICEF
R2	La prise en charge des enfants malnutris est renforcée							38 449 555 092		
A11	Assurer le traitement médical et nutritionnel des enfants âgés de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë Sévère (MAS)	Enfants, FEEA	380 166	55 000	12			20 909 130 000	Janvier - Décembre	Direction Nutrition, UNICEF, ONG
A12	Assurer le traitement médical et nutritionnel des enfants âgés de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë Sévère (MAM)	Enfants, FEEA	498 750	17 278	12			8 617 402 500		
A13	Distribuer des rations alimentaires complémentaires pour les Femmes Enceintes et les Femmes Allaitantes	FEFA	171 150	48 072	12			8 227 522 800	Janvier - Décembre	Direction Nutrition, UNICEF, ONG
A14	Distribuer des rations alimentaires complémentaires pour les mères accompagnantes dans les CRENI	Couple mère enfant	77 424	8 983	12			695 499 792	Janvier - Décembre	Direction Nutrition, UNICEF, ONG

R3	Les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et/ou catastrophes naturelles sont protégés et réhabilités.							32 564 038 555		
A15	Appuyer les producteurs de cultures pluviales des zones vulnérables (y compris la mise en œuvre)	Kit pluviale	18 995	820 900	3			15 593 000 000	Avril - Juin	Direction agriculture, FAO, CCA, ONG
A16	Renforcer la disponibilité en aliments pour bétail de plus de 80 000 ménages (achat y compris la mise en œuvre)	Tonne AB	24 000	280 000	1			6 720 000 000	Mars - Avril	Direction Elevage, FAO, CCA, ONG
A17	Renforcer la disponibilité la sécurité sanitaire du cheptel de plus de 224 000 ménages (Cf. plan d'urgence élevage)	Kit sanitaire						362 500 000	Mai - Août	Direction Elevage, FAO, CCA
A18	Assistance victimes inondations (MAHGC)	Forfait			1			2 573 000 000	Juillet - Septembre	CCA, MAHGC, ONG, Partenaires
A19	Assistance Réfugiés, déplacés (MAHGC)	Forfait			1	-		4 553 300 000	Janvier - Décembre	CCA, MAHGC, ONG, Partenaires
A20	Appui aux Populations Déplacées Interne du nord Tillabéri et nord Tahoua	Forfait RRM	45 000					1 727 338 555		
A21	Autres catastrophes - incendies, refoulés, suivi (MAHGC)	Forfait			1			1 034 900 000	Janvier - Décembre	CCA, MAHGC, ONG, Partenaires
R4	Les instruments de prévention et de gestion des crises sont performants.							60 150 000 000		
A22	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (SNS céréales) 35 000 tonnes	Tonnes	35 000	250 000				8 750 000 000	Janvier - Mai	OPVN, CCA
A23	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (SNS Niébé) 2500 tonnes	Tonnes	2 500	500 000				1 250 000 000	Janvier - Mai	OPVN, CCA
A24	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (RAS)	Tonnes	150 000	250 000				37 500 000 000	Janvier - Mai	OPVN, CCA
A25	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (PAM-ONG) 50 000 tonnes	Tonnes	50 000	250 000				12 500 000 000	Janvier - Mai	PAM - ONG
A26	Contribuer à la prévention des risques d'invasion acridienne	Forfait	1	150 000 000				150 000 000	Octobre - Décembre	CNLA

R5	Les facteurs de risques humanitaires et les réponses mises en œuvre sont connus, suivis et gérés aux niveaux local, régional et national							690 000 000		
A27	Renforcer les systèmes d'information sur la situation alimentaire, nutritionnelle et de veille pastorale (enquête de vulnérabilité et analyse CH, journées techniques du SAP)	Forfait		500 000 000	1	-		500 000 000	Janvier - Decembre	SAP/PC, Partenaires
A28	Renforcer les capacités de coordination nationale en matière de prévention et de gestion des crises	Forfait		50 000 000	1	-		50 000 000	Janvier - Decembre	SAP, CCA, CCH, CFS
A29	Suivi évaluation du plan de soutien (évaluation de certaines activités, missions de terrain...)			100 000 000				100 000 000		
A30	Renforcer le dispositif de suivi-évaluation du dispositif (Revue Après Actions)	Forfait		40 000 000	1	-		40 000 000	Janvier - Decembre	SAP, CCA, CCH, CFS, ONG
TOTAL								181 421 909 683		

Répartition budgétaire par résultat

BUDGET PLAN DE SOUTIEN 2018		
N°	Activités	Montants (FCFA)
R1	L'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés des populations cibles est amélioré	49 568 316 036
R2	La prise en charge des enfants malnutris est renforcée	38 449 555 092
R3	Les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et/ou catastrophes naturelles sont protégés et réhabilités.	32 564 038 555
R4	Les instruments de prévention et de gestion des crises sont performants (stocks de sécurité)	60 150 000 000
R5	Les facteurs de risques humanitaires et les réponses mises en œuvre sont connus, suivis et gérés aux niveaux local, régional et national	690 000 000
	TOTAL (FCFA)	181 421 909 683

VI. ORGANISATION DE LA MISE EN OEUVRE

La gestion de la coordination des interventions mises en œuvre dans le cadre du plan de soutien relève de la CCA, en collaboration avec ses partenaires techniques étatiques (Ministères Techniques), nationaux et internationaux.

Les outils de coordination existants (GTI, Groupe des partenaires de la sécurité alimentaire, CEC...) et mobilisés pour la planification et la coordination des interventions doivent être renforcés et dynamisés.

Des accords de collaboration entre le Dispositif et ses Partenaires pourront être proposés et signés afin d'institutionnaliser et de formaliser davantage ces partenariats.

Un suivi de la mise en œuvre et de l'état d'avancement du plan sera réalisé par la CCA qui veillera à actualiser le plan et à diffuser aux membres du Dispositif un maximum d'informations le concernant.

VII. STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

7.1 *Critères de ciblage socio-économique.*

Pour les réponses liées à l'insécurité alimentaire chronique et saisonnière, le ciblage des bénéficiaires se fera sur la base de la démarche HEA déterminant les différentes zones de moyens d'existence.

Pour les victimes des inondations, les rapatriés, les refoulés, les retournés, les migrants en détresse, les réfugiés, les déplacés internes, le ciblage se fera sur la base des outils déjà utilisés en cas de choc soudain par les services techniques appropriés à savoir les évaluations rapides, l'enregistrement des bénéficiaires et toute la documentation déterminant l'impact du choc subit par les ménages vulnérables aux crises et catastrophes.

Ces démarches permettent d'identifier les ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire (ici les très pauvres) et ceux victimes des crises humanitaires soudaines. L'approche HEA se base sur des critères socio-économiques et des perceptions de la pauvreté appréhendée de manière participative et prend en compte les opinions des hommes, des femmes et des autres composantes de la communauté. Parmi ces critères on retrouve la taille du ménage, les avoirs possédés, y inclus le bétail, les sources de revenus et les stratégies de survie développées. Les critères ainsi établis sont validés, complétés et partagés avec les communautés elles-mêmes. Au besoin, on fera recours à certains critères, sur la base d'enquêtes spécifiques précisant par zones homogènes les ménages en déficit de moyens d'existence. Parmi ces critères, on retrouvera :

- les ménages principalement dirigés par les femmes, les veufs et les veuves ;
- les groupes qui seront identifiés comme complètement démunis (populations flottantes, ménages sans capacités de subsistance ni de production, etc.)
- les mères d'enfants malnutris ;
- ménages sans stocks et sans UBT ;
- les ménages sinistrés de catastrophes naturelles récentes ;
- les ménages d'accueil des rapatriés
- Les déplacés issus des conflits et sans ressources.

7.2 *Modalités de programmation et d'exécution des opérations*

Le plan couvre la période de janvier à Décembre 2018 avec une mise à jour après la réunion de la réévaluation de situation alimentaire nutritionnelle et pastoral.

La programmation des opérations se fera de manière concertée à travers les instances du DNP-GCA et de ses partenaires.

L'ensemble des interventions de ce plan de soutien seront précisées dans le cadre de notes de cadrage présentées en CEC.

7.3 Dispositif de mise en œuvre

Cadres d'orientation et de coordination

Au niveau National

Le Conseil de Cabinet de la Primature approuve les résultats des analyses de vulnérabilité et les grandes orientations du plan de soutien.

La Commission Mixte de Concertation (CMC) reçoit communication du scénario d'intervention humanitaire, effectue le plaidoyer nécessaire pour le cadrage budgétaire.

Le Comité Elargi de Concertation (CEC) et le **Comité restreint de concertation (CRC)** ensemble analysent les options d'intervention, la mise en cohérence et les contours financiers. Ils apprécient également les niveaux d'avancements techniques des opérations de terrain. Le CRC approuve et valide les budgets des opérations concernant l'utilisation des fonds communs et apprécie les niveaux de réalisations financières pour les opérations en cours.

Le CEC est un organe de concertation ouvert aux acteurs de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale. Il permet de partager des expériences et des bonnes pratiques. Il peut être utilisé pour l'analyse des options d'intervention ou encore pour faire évoluer les normes et leur mise en cohérence.

Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) à travers ses cellules met en place les activités, planifie et coordonne les opérations et capitalisent les informations techniques et financières.

Au niveau déconcentré

Les SPR, les CR/PGCA au niveau des régions : Les secrétariats permanents régionaux et les comités régionaux assurent le suivi des activités du plan de soutien mis en œuvre dans leurs entités. Ils signeront des conventions de prestations avec les cellules du DNP-GCA et les partenaires pour la mise en œuvre et le suivi des activités retenues. Cette convention précisera le rôle spécifique du maître d'ouvrage, les résultats attendus, les dispositions financières, comptables et administratives, la durée de la convention, les rapports d'activités et le règlement des litiges. Ils effectueront des missions durant la phase de mise en œuvre pour vérifier la qualité et le respect des normes des ouvrages. Chaque mission sera sanctionnée par un rapport conformément au canevas de Suivi évaluation du DNP-GCA qui sera transmis au SP.

Le CSR/PGCCA au niveau des départements : Les comités sous régionaux assurent le suivi des activités du plan de soutien dans leurs départements. Ils peuvent signer des contrats de prestation avec la CCA le PAM et les autres partenaires pour les micros projets de cash ou food for work. Ils assurent le suivi de la mise en œuvre des projets d'atténuations exécutés par les ONG dans leurs départements. Chaque activité suivie sera sanctionnée par un

rapport conformément au canevas de Suivi- évaluation suivi- évaluation du DNP-GCA. Les rapports seront transmis au SP. Ces comités sont habilités à demander la suspension d'un projet pour non-respect des engagements pris et prouvé.

Le niveau communal

Il assure la maîtrise d'ouvrage si les actions s'inscrivent dans son PDC. Les observatoires de suivi de la vulnérabilité (OSV) et les systèmes communautaires d'alerte précoce (SCAPRU) doivent apporter leur appui à la maîtrise d'ouvrage pour la collecte des informations et des données.

7.4 Dispositif de suivi-évaluation

L'objectif du suivi évaluation du plan de soutien est de fournir des informations fiables et utiles sur la mise en œuvre des interventions planifiées et des résultats atteints.

Un dispositif de suivi évaluation inclusif sera mis en place et coordonné par le Département de suivi évaluation du Secrétariat Permanent du DNP-GCA en s'appuyant sur l'ensemble des acteurs à tous les niveaux. A ce titre, il sera responsable de la consolidation des résultats de suivi de toutes les opérations réalisées au titre du Plan de Soutien. Cependant, le suivi d'exécution physique et financière rentrant dans le cadre du Plan de Soutien requiert la contribution effective de tous les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre.

Sur la base d'un plan de suivi détaillé élaboré à partir de la matrice des opérations du Plan de soutien, chaque acteur, à travers son système de suivi évaluation propre, devra rapporter sur les informations requises pour renseigner les indicateurs retenus dans le plan de soutien.

Des concertations avec les acteurs de mise en œuvre seront initiées autour des outils et méthodes de collecte des données. Les informations recueillies seront centralisées dans la base de données logée au sein du Secrétariat Permanent en plus de l'alimentation des bases de données disponibles au sein des différents acteurs.

Des évaluations post-actions seront réalisées par les différents acteurs selon les types d'interventions. Une évaluation externe des effets des interventions menées dans le cadre du plan de soutien sera réalisée par le Secrétariat Permanent du DNP-GCA dans le cadre du plan annuel.

7.5 Validation du plan de soutien :

Le Plan de soutien est présenté en CEC pour consolidation et enrichissement. Il est ensuite soumis au cabinet du Premier Ministre pour validation et soumission en conseil des Ministres.

7.6 Calendrier de mise en œuvre du plan de soutien :

A titre indicatif, le calendrier de mise en œuvre des activités du plan ci-après.

Note Méthodologique Définition de la cible du Plan de Soutien 2018

- **Définition des principaux termes utilisés :**

Besoin : toutes les personnes qui sont dans le besoin et qui devraient recevoir une assistance alimentaire et nutritionnelle.

Cible : toutes les personnes qui recevront une assistance alimentaire et nutritionnelle en tenant compte de la classification de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité, des tranches d'âge prioritaire et des moyens disponibles.

- **Démarche utilisée par le Dispositif :**

La population vulnérable du plan de soutien 2018 a été déterminée de façon consensuelle par le Dispositif et ses Partenaires dans le cadre du groupe d'acteurs en charge de l'analyse et de la rédaction du plan.

- **Origine des données retenues pour la détermination de la cible :**

Comme lors des exercices antérieurs, la détermination de la cible du plan de soutien tient compte des données disponibles les plus récentes et validées.

Cette année, nombreux ont été les exercices d'évaluation des zones vulnérables et de la situation alimentaire des populations.

La méthodologie pour la détermination de la cible tient donc compte :

- Des résultats de l'enquête de vulnérabilité de décembre 2017 mise en œuvre par la CC/SAP en collaboration avec des structures nationales comme l'INS et les Partenaires Techniques et Financiers, avec la prise en compte des taux de prévalence de l'insécurité alimentaire sévère et modérée des populations rurales du Niger,
- Des résultats de l'analyse «Outcomes Analysis» de novembre 2017 organisée par la CC/SAP en partenariat avec l'ONG Save The Children (SCI) et les autres partenaires humanitaires qui a disponibiliser les indicateurs HEA (Déficit de Survie et Déficit de Protection des Moyens d'Existence) dans 33 départements du Niger,
- Des résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2017 pour la période projetée (juin-août 2018),

- Des résultats de la première rencontre d'évaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale organisée en décembre 2017 par le DNP-GCA qui ont identifié 166 zones extrêmement et moyennement vulnérables, dont 86 dans une situation d'extrême vulnérabilité.

- **Méthodologie retenue pour la détermination de la cible :**

1. Détermination des populations en Insécurité Alimentaire Sévère et Modérée en période hors soudure (janvier à mai 2018) :

- ✓ Pour la détermination des cibles en « Insécurité Alimentaire Sévère » sur la période hors soudure de janvier à mai 2018, le groupe a pris en compte le plus fort taux de vulnérabilité entre les taux d'insécurité alimentaire sévère (EVIAM déc. 2017) et le taux de phase crise à pire (CH projeté nov. 2017).

Ceci a permis au groupe de considérer dans la cible hors soudure de janvier / mai 2018, les quelques 300.000 personnes identifiées en insécurité sévère pour la période de novembre à décembre 2017 par l'analyse CH.

- ✓ Pour la détermination des cibles en « Insécurité Alimentaire Modérées » sur la période janvier à mai 2018, le groupe a pris en compte :

- Le % de population classé en « Insécurité Alimentaire Modérée » tiré de l'Enquête vulnérabilité.

2. Détermination des populations en Insécurité Alimentaire Sévère et Modérée en période de soudure (juin à août 2018) :

En 2017, un taux de basculement automatique entre les populations en « Insécurité Alimentaire Modérée » et celles en « Insécurité Alimentaire Sévère » avait été retenu au niveau national (30%) sans prise en compte des résultats des analyses faites.

Cette année, la détermination des cibles en « Insécurité Alimentaire Sévère » sur la période de soudure de juin à août 2018, prend en compte un taux de basculement des populations en insécurité alimentaire de modérée à sévère appliqué suivant les éléments suivant :

- Si la somme des populations en insécurité alimentaire sévère et modérée de l'enquête est supérieure ou égale au nombre de populations des phases 3 à 5 du Cadre Harmonisé en situation projetée, alors on considère que le basculement n'est pas nécessaire, car on considère que l'analyse de la situation projetée CH (juin-août 2018) a déjà pris en compte le basculement.

- Si la somme des populations sévères et modérées de l'enquête est inférieur ou égale au nombre de populations des phases 3 à 5 du Cadre Harmonisé situation projetée, alors un taux de basculement de 20% est calculé des catégories modérées à sévères

- **Cible retenue dans le plan de soutien 2018 :**

Au total, et concernant les populations du Niger, ce sont **2 258 495 personnes** en Insécurité Alimentaire Sévère et Modérée hors période de soudure et **3 665 797 personnes** en Insécurité Alimentaire Sévère et Modérée pendant la période de soudure qui devraient être soutenues par les interventions du Gouvernement et de ses partenaires. Les populations assistées au niveau de la région de Diffa ont été estimées à **318 414 personnes**.

Les besoins de **163 540 personnes** réfugiées (Nigéria / Mali) et retournées ont également été pris en compte dans ce plan de soutien 2018 ainsi qu'une assistance potentielle aux chocs probables à plus de **265 000 personnes** nigériennes victimes des inondations, déplacements forcés et migration.

- **Planification au niveau communal :**

L'ensemble des résultats tirés des différentes évaluations caractérise la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale du niveau administratif départemental.

Pour les besoins de planification des interventions au niveau communal, la méthodologie appliquée par catégorie de population a été la suivante :

- La population en insécurité alimentaire sévère de chaque commune sera déterminée en multipliant la population des villages vulnérables de la commune par le taux de prévalence retenu à l'insécurité alimentaire sévère du département dont relève la commune,
- La population en insécurité alimentaire modérée de chaque commune sera déterminée en multipliant la population des villages vulnérables de la commune par le taux de prévalence retenu à l'insécurité alimentaire modérée du département dont relève la commune,
- Pour chaque commune, il est fait le total de la population en insécurité alimentaire sévère et de la population en insécurité alimentaire modérée pour avoir la population totale vulnérable de la commune.

Méthodologie utilisée pour estimation les besoins et les cibles dans le domaine de la nutrition (cf. HNO/HRP 2018)

- **Définition**

Besoin : toutes les personnes qui sont dans le besoin et qui devraient recevoir une assistance nutritionnelle

Cible : toutes les personnes qui recevront une assistance nutritionnelle en tenant compte des tranches d'âge prioritaire et des moyens disponibles.

- **Malnutrition Aigüe Sévère (MAS)**

Etant donné qu'aucun chiffre récent de prévalence de malnutrition est disponible au moment de cet exercice et prenant en compte les limitations des recommandations au niveau global pour estimer le facteur d'incidence pour la malnutrition aiguë sévère (probable sous-estimation du nombre d'enfants affectés), l'estimation des besoins en ce qui concerne la malnutrition aiguë sévère (MAS) est basée sur le nombre d'admissions réelles enregistrées lors du dernier semestre 2016 (les chiffres pour le dernier semestre 2017 n'étant pas encore disponible) et le premier semestre 2017, corrigé par un facteur d'accroissement de la population représentatif par région (données INS). A noter que l'estimation des besoins est alors équivalente à l'estimation de la cible (nombre d'enfants pouvant être pris en charge dans les programmes de traitement de la malnutrition), ce qui sous-estime probablement les besoins réel au niveau national, la couverture programmatique au Niger n'étant très certainement pas égale à 100%.

- **Malnutrition Aigüe Modérée (MAM)**

Pour l'estimation des besoins pour la malnutrition aiguë modérée (MAM), étant donné qu'aucun chiffre récent de prévalence de malnutrition est disponible au moment de cet exercice, les besoins pour la prise en charge de la MAM ont été estimés en prenant les besoins estimés pour 2017, corrigé par un facteur d'accroissement de la population représentatif par région (données INS). L'estimation de la cible MAM (enfants qui recevront un traitement) est basée sur les nouvelles admissions (enfants 6-23 mois) du premier semestre 2017 (statistiques mensuelles, PAM) multiplié par 2 pour obtenir les données pour une année et augmenté de 10% pour tenir compte du pic de malnutrition de juillet à octobre et de l'accroissement de la population.

- **BSFP**

Pour les blanket supplementary feeding programme (BSFP), les besoins ont été calculés en considérant que les enfants 6-23 mois représentent 8% de la population à assister.

- **Femmes enceintes et allaitantes**

Pour les estimations des besoins concernant le nombre de femmes enceintes et allaitantes, la méthodologie utilisée à consister à prendre en compte la planification 2017 auquel on a appliqué un facteur d'accroissement de la population. Pour la cible, seules les femmes enceintes seront considérées.

Le total des « personnes affectées » est égal au total des personnes dans le besoin et inclut tous les cas de malnutrition aiguë sévère (MAS), les cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) ainsi que les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de 6 à 23 mois à risque de malnutrition et les personnes accompagnantes au niveau des CRENI.

Le total des personnes ciblées inclut tous les cas de malnutrition aiguë sévère (MAS), les enfants de 6 à 23 mois malnutris aigus modérés (MAM) ainsi que les femmes enceintes, les enfants de 6 à 23 mois à risque de malnutrition et les personnes accompagnantes au niveau des CRENI.

Un ajustement à mi-parcours pourra être apporté suite à la publication des résultats de l'EDS 2017 et de l'enquête nutritionnelle basée sur la méthodologie SMART réalisée dans la région de Diffa.

Rappel de la classification des phases du Cadre Harmonisé

Phase	Description	Objectifs d'intervention prioritaires
Phase 1 : Minimale	Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.	Action requise pour développer la résilience et réduire les risques de catastrophe.
Phase 2: Sous pression	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.	Action requise pour réduire les risques de catastrophe et protéger les moyens d'existence
Phase 3 : Crise	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : les déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; ou marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Protéger les moyens d'existence, prévenir la malnutrition, et prévenir les décès.
Phase 4 : Urgence	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.	Sauver les vies et les moyens d'existence.
Phase 5 : famine	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classer en famine).	Prévenir les décès à grande échelle et éviter l'effondrement total des moyens d'existence.